

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Climat des affaires, investissement et gestion des EPE : le gouvernement s'engage à lever toutes les entraves

P. 6

Plusieurs mesures envisagées pour intégrer l'informel dans le circuit légal

P. 3

Alimentation en eau potable : le Gouvernement s'engage à mettre fin aux coupures

P. 8

DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Des envoyés spéciaux pour insuffler une nouvelle dynamique

Dans le sillage de l'adoption du plan d'action du gouvernement par le Conseil des ministres, le 30 août dernier, le chef de l'Etat a décidé d'ajuster et d'affûter les outils de la diplomatie algérienne pour l'engager résolument dans les nouvelles formes d'action modernes de la diplomatie mondiale telles qu'elles se déploient aujourd'hui au niveau des grandes puissances et au sein des organisations internationales.

Dans ce cadre, il a décidé de la création de sept postes d'envoyés spéciaux, sous l'autorité directe du ministre des Affaires étrangères, chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie sur sept axes d'efforts essentiels reflétant ses intérêts et ses priorités.

P. 24
DKnews / APS



ELECTIONS LOCALES ANTICIPÉES

La révision exceptionnelle des listes électorales entamée

P. 3

SEMAINE NATIONALE DE VACCINATION ANTI-COVID

Afflux considérable des citoyens au premier jour

P. 10

EDUCATION

La vaccination du personnel a atteint un "taux acceptable" (Belabed)

P. 4

الراعي الرسمي



مؤسسة مراقبة الانتخابات



بالتلقيح تستمر الحياة
٠٢٠٠٨ ٨ +٠٨٠٢٠+

BIG DAY 11
SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الواب

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19



<http://www.sante.gov.dz> @sante.gov.dz | SanteDz

MÉTÉO

BMS : pluies orageuses et chutes de grêle sur l'Est du pays



Des pluies orageuses, accompagnée parfois de chutes de grêle, affecteront plusieurs wilayas de l'Est du pays du dimanche à partir de dimanche après-midi, indique l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

Les wilayas concernées par ce BMS de niveau de vigilance "Orange", sont Sétif, Batna, Khenchela, Oum-El-Bouaghi, Souk-Ahras, et Tébessa, précise la même source, ajoutant que les quantités de pluies prévues sont estimées entre 20 et 30 mm pouvant atteindre ou dépasser localement 40 mm, durant la validité du BMS qui court de 14h00 à 23h00.

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION ANTI-COVID-19
Début de l'opération pour le secteur de la Communication

L'opération de vaccination contre Covid-19 pour tous les professionnels du secteur de la communication a commencé samedi matin au niveau du Centre international de presse (CIP) à Kouba (Alger), dans le cadre de la semaine nationale de la vaccination, placée sous le slogan "Vaccination... la vie continue", qui se poursuivra jusqu'au 11 septembre en cours.

A cet effet, le ministère de la Communication a indiqué, dans un communiqué, que ce processus, organisé en coordination avec les services du ministère de la Santé, "englobe tous les professionnels du secteur et leurs proches", précisant que "toutes les personnes concernées doivent se rapprocher du Centre international de presse, situé au 02, rue Farid Zouioueche, Maison de presse, Kouba, de 9h00 à 15h30".

Participation de la Sûreté de wilaya d'Alger



Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger prennent part à la campagne nationale de vaccination anti-covid-19, lancée samedi et placée sous le slogan "Vaccination... la vie continue", indique ce corps de sécurité dans un communiqué.

"L'ensemble des staffs médicaux et paramédicaux relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger a été mobilisés" à l'occasion du lancement de la campagne nationale de vaccination, organisée par le ministère de la Santé, précise la même source soulignant la participation des tous les éléments relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger "dans le cadre des campagnes de sensibilisation menées par les services de la wilaya et la direction de l'activité sociale et sportive".

MÉDÉA

Deux enfants noyés dans une retenue collinaire à Bouchrahil



Les corps inertes de deux enfants ont été repêchés, samedi, en fin d'après-midi, par les plongeurs de la protection de Médéa, à l'intérieur d'un plan d'eau, localisé dans la commune de Bouchrahil, à 56 km à l'est de Médéa, a-t-on appris, dimanche, auprès de la protection civile.

Les deux victimes, âgées respectivement de huit et onze ans, se sont noyées dans une retenue collinaire, d'une profondeur de quatre mètres, située dans le village de "Ouled-Moussa", commune de Bouchrahil, a indiqué la protection civile, précisant que plusieurs plongeurs-sauveteurs, issus des unités d'intervention des communes d'El-Omaria et Tablat, ont été dépêchés sur les lieux, une fois l'alerte donnée par les citoyens présents sur place.

Malgré l'intervention rapide des secouristes, ces derniers n'ont pu que déplorer les décès de ces deux jeunes enfants, pris au piège dans les eaux boueuses de cette retenue collinaire, utilisée à des fins agricoles, a-t-on signalé.

CONFINEMENT SANITAIRE

Plus de 18.000 infractions enregistrées depuis le 17 août



Les services de sûreté nationale ont enregistré 18.022 infractions liées au non respect du confinement sanitaire durant la période allant du 17 août au 3 septembre en cours, a indiqué, dimanche, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Il s'agit de 2.990 infractions liées au rassemblement et au non respect de la distanciation physique, 2646 infractions liées au non respect des mesures préventives lors de la vente commerciale, ajoute le communiqué, citant la mise en fourrière de 12.386 véhicules.

Les services de police veillent à "intensifier" les patrouilles et les opérations de contrôle, de même que les actions de sensibilisation, à travers leur territoire de compétence pour contribuer aux efforts de "lutte" contre la propagation de la pandémie, conclut le communiqué.

M'SILA

Lancement des travaux de renforcement de la route nationale N° 8

Les travaux de renforcement de la route nationale N8 dans son segment reliant les communes de Ain El Hadjel et Ouled Sidi Brahim (M'sila) ont été récemment lancés, a-t-on appris, dimanche des services de la wilaya.

Ce projet qui s'étend sur un linéaire de 28 kilomètres sera achevé dans un délai de six (6) mois ont

détaillé, les mêmes services, ajoutant qu'une enveloppe financière de plus de 600 millions de dinars a été allouée à ce projet.

Cette opération qui s'inscrit dans le cadre de l'entretien des routes nationales contribuera, notamment à réduire le nombre d'accidents sur ce segment qui connaît un important flux de circulation

estimé à plus de 20.000 véhicules/jour, a-t-on noté de même source.

Le programme portant sur l'entretien des routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW) et chemins communaux (CC) concernera un réseau vétuste d'un linéaire global de plus de 200 kilomètres, ont conclu les services de la wilaya.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
6 morts et 220 blessés en 24 heures

Six personnes sont décédées et 220 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus, ces dernières 24 heures, à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la pandémie de coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 214 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité du respect de confinement et des règles de la distanciation physique.

COMMERCE

Les agriculteurs autorisés à commercialiser leurs produits directement au consommateur (ministère)



Le ministère du Commerce et de la promotion des exportations a appelé, dans un communiqué, tous les agriculteurs à la commercialisation de leurs différents produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national, à partir de dimanche et ce, dans le cadre de la lutte contre toute forme de spéculation.

"Dans le cadre des efforts consentis par le ministère du Commerce et de la promotion des exportations pour la réglementation et la régulation des marchés, notamment dans le cadre de la poursuite des opérations de lutte contre toute forme de spéculation, le ministère annonce que les agriculteurs sont habilités à commercialiser, sans autorisation préalable et sans le recours à un mandataire, leurs différents produits directement au consommateur, au niveau des marchés de gros et de détail à travers tout le territoire national et ce, à partir de dimanche 5 septembre 2021", précise la même source.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT Plusieurs secteurs examinés

Les secteurs du Commerce et de la Promotion des exportations, de la Transition énergétique, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique et de l'Enseignement supérieur ont été examinés lors de la réunion du gouvernement, présidée samedi au Palais du gouvernement, par le Premier ministre, ministre des Finances, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral : "Le Premier ministre, ministre des Finances, Monsieur Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce samedi 04 septembre 2021, une réunion du gouvernement qui s'est déroulée au Palais du gouvernement.

Conformément à l'ordre du jour, les membres du gouvernement ont examiné un (01) projet de décret exécutif présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations.

En outre, quatre (04) communications ont été présentées par les ministres en charge de la Transition énergétique, de la Santé, de l'Industrie pharmaceutique ainsi que de l'Enseignement supérieur.

1- Le gouvernement a entendu un exposé présenté par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations relatif à un projet de décret exécutif portant création, organisation et fonctionnement du réseau des laboratoires d'essais et d'analyse de la conformité des produits (RELEAC).

Ce projet de texte, enrichi et complété suite à sa présentation lors d'une précédente réunion du gouvernement, prévoit la refonte du réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité (RELEA) mis en place depuis 1996, et sa transformation en réseau des laboratoires d'analyse de la conformité des produits (RELAC). Il s'agit là d'une action qualitative qui s'inscrit dans le cadre du dispositif de lutte contre les pratiques économiques et commerciales frauduleuses.

A ce titre, le projet de texte vise le renforcement du contrôle de la qualité par la consolidation des capacités analytiques des laboratoires nationaux relevant des différents départements ministériels et des laboratoires agréés activant dans le cadre de la protection du consommateur, notamment à travers la mise en place d'une cartographie nationale numérisée. Ce réseau de laboratoires représente un espace ayant pour objet de fédérer les compétences, mutualiser les moyens et les capacités analytiques et favoriser le travail collectif pour favoriser les actions d'intérêt commun en matière de protection du consommateur.

2- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables sur le



développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. La présentation a porté sur les axes prioritaires dans la feuille de route du secteur la transition énergétique, à savoir : (i) le plan multisectoriel de sobriété et d'efficacité énergétique (ii) le plan développement des énergies renouvelables, et (iii) l'élaboration d'un nouveau modèle énergétique pour l'optimisation du mix énergétique.

S'agissant de la maîtrise de l'énergie, le plan de développement du secteur de la Transition énergétique vise une économie d'énergie de 10% par an grâce notamment aux conventions avec les différents secteurs, notamment l'habitat, le transport et l'industrie, et le renforcement et le déploiement de l'APRUE. Quant au programme de développement des énergies renouvelables, dont l'objectif à terme vise à installer 15,000 MW d'ici 2035, il a été indiqué qu'un appel d'offres pour la réalisation d'un ensemble de centrales électriques photovoltaïques d'une puissance totale de 1.000 MW sera lancé prochainement.

Par ailleurs, la société SHAEMS dédiée au développement des énergies renouvelables (EnR) entrera en activité durant le dernier trimestre de l'année 2021.

Ainsi, la production des EnR pour l'autoconsommation sera également encouragée, notamment par des mesures incitatives, l'homologation des kits solaires individuels et la levée des contraintes réglementaires.

A l'issue de la présentation et du débat, le Premier ministre a insisté sur l'orientation des efforts de tous les différents secteurs impliqués dans le développement des énergies renouvelables pour la valorisation et l'exploitation de l'énergie solaire avec la densification du recours à cette énergie au niveau des établissements scolaires et des administrations publiques.

3- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de l'Industrie pharmaceutique sur le processus de production du vaccin anti-Covid-19 en Algérie.

Dans le cadre du suivi de l'état d'avancement du projet relatif à la production du vaccin anti-Covid-19 par le Groupe public SAIDAL, une communication a été présentée et a porté sur les actions qui ont été engagées par le secteur de l'Industrie Pharmaceutique pour la concrétisation de ce projet.

A ce titre, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a précisé qu'après une série de négociations engagées par le Groupe SAIDAL avec ses partenaires, qui ont été sanctionnées par la signature de contrats de partenariat, tous les moyens ont été mobilisés pour faire réussir ce projet dont l'entrée en production est prévue pour les prochaines semaines.

4- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique relative au projet de marché de gré à gré

simple avec une entreprise publique dans le cadre de l'acquisition d'ambulances au profit de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU).

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de prise en charge des étudiants au niveau des cités universitaires, le secteur de l'enseignement supérieur prévoit d'engager l'acquisition d'ambulances qui seront réparties au niveau des structures relevant du secteur.

A ce sujet, le Premier ministre a demandé au ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique de veiller à couvrir l'ensemble des besoins des universités et les cités universitaires en moyens d'évaluation médicale et ce, au profit des enseignants, des étudiants ainsi que du personnel administratif.

5- Le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Santé sur l'état d'avancement des acquisitions de vaccin anti-Covid-19 et le déroulement de la campagne de vaccination.

Dans le cadre du suivi de l'opération de vaccination contre la Covid-19 lancée depuis le mois de janvier 2021, il a été présenté un point de situation sur les quantités de vaccin anti-Covid-19 nécessaires à la réalisation de l'objectif de vaccination de 70% de la population, à l'effet d'atteindre le niveau minimum requis pour assurer l'immunité collective. S'agissant de l'opération de vaccination, il a été indiqué que huit (08) millions de personnes ont été vaccinées depuis le début de l'année 2021 parmi elles cinq (05) millions ont reçu la première dose de vaccin anti-Covid-19. A ce titre, le Premier ministre a rappelé les instructions de Monsieur le Président de la République quant à l'importance de densifier les efforts pour la vaccination des enseignants et personnel relevant des secteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur ainsi que de la formation professionnelle avant l'entame de la rentrée scolaire, universitaire et de la formation professionnelle.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT Plusieurs mesures envisagées pour intégrer l'informel dans le circuit légal

Plusieurs mesures pour combattre l'informel à travers notamment des outils visant son intégration dans le circuit légal sont envisagées dans le Plan d'action du gouvernement pour la mise en œuvre du Programme du président de la République.

Ce plan, dont l'APS détient une copie, prévoit la mise en place d'outils nécessaires à l'évaluation de l'étendue des activités informelles dans le secteur économique et au recensement des contribuables potentiels.

Ceci permettra, selon le document, l'évaluation des pertes fiscales engendrées par les activités informelles en vue de les ramener ces vers les circuits légaux de l'économie.

Le gouvernement s'engage, dans ce sens, à mettre en place des mesures d'intégration, d'incitation et de contrôle, devant contribuer au transfert de l'activité informelle vers le secteur formel.

La récupération des fonds disponibles dans le marché informel, pour les réintégrer dans le circuit officiel, constitue parmi les objectifs assignés à ce Plan d'action prévoyant aussi la mise en place de mécanismes appropriés de commercialisation comme la libre vente à travers des associations spécialisées.

Dans le but d'attirer les commerçants activant dans l'informel, le plan d'action du gouvernement envisage la création du statut de l'auto-entrepreneur, le soutien à l'emploi des jeunes et à la création de micro-entreprises ainsi qu'à l'encouragement des activités artisanales et d'art en plus du renforcement des actions de communication pour la vulgarisation des droits et garanties des contribuables.

De même, la procédure d'obtention du registre de commerce et d'affacturation d'espaces encadrés pour l'exercice d'activités précédemment pratiquées dans l'informel (achat, revente, artisanat) seront davantage simplifiées, selon le document du gouvernement.

Sur le plan fiscal, des mesures d'accompagnement et des dispositions de facilitation en matière de paiement de l'impôt, d'identification des secteurs à risque et des pratiques favorisant le développement du secteur informel sont prévues.

Le renforcement de la "fonction contrôle" à travers le développement de meilleures méthodes et instruments de collecte, de consolidation, de répartition et d'exploitation de l'information fiscale, sont d'autres actions à même de soutenir les efforts de lutte contre l'informel et son intégration dans le circuit formel.

Dans le même sillage, le gouvernement compte instaurer la mise en place d'instruments de coordination, de concertation et de contrôle mixte au niveau local et central (douanes, services du commerce, sécurité sociale), notamment à travers la mise en place d'interfaces permettant le croisement des bases de données.

A ce titre, les garanties accordées aux contribuables soumis au contrôle et le rôle des start-up, comme vecteur d'inclusion financière à travers l'e-paiement et l'e-commerce, seront renforcés.

Adopté lundi en Conseil des ministres, le Plan d'action du gouvernement sera soumis prochainement aux débats et approbation du Parlement.

ELECTIONS LOCALES ANTICIPÉES La révision exceptionnelle des listes électorales entamée

La révision exceptionnelle des listes électorales en vue des élections anticipées des membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilayas (APW) prévues le 27 novembre ont débuté dimanche pour s'achever le 15 septembre prochain.

Cette révision exceptionnelle des listes électorales est prévue dans le décret présidentiel signé le 28 août par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant convocation du corps électoral en vue des élections anticipées des APC et APW, pour le 27 novembre.

Dans ce cadre, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) avait appelé, mercredi dernier, les citoyens non inscrits sur les listes électorales, notamment ceux âgés de 18 ans au jour du scrutin (le 27 novembre 2021), à s'inscrire au niveau de la commission communale de révision des listes électorales dans la commune de leur résidence.

Les électeurs ayant changé de lieu de résidence, doivent se rapprocher de la commission communale de révision des listes électo-

rales de la nouvelle résidence pour leur réinscription, et la demande d'inscription doit être accompagnée d'un document prouvant l'identité de la personne concernée et un autre document attestant de sa résidence.

Les bureaux de la commission communale de révision des listes électorales restent, à cet effet, ouverts tous les jours de la semaine de 9h00 jusqu'à 16h30, sauf les vendredis, précise l'ANIE.

Les citoyens résidant à l'étranger et immatriculés auprès des représentations diplomatiques et consulaires algériennes peuvent, quant à eux, demander leur inscription sur la liste électorale pour l'une des communes suivantes: la commune de naissance de l'intéressé, la commune du dernier domicile de l'intéressé, la commune de naissance d'un des descendants de l'intéressé, conformément aux dispositions de l'article 57 de l'ordonnance 24-01 du 10 mars 2021 portant loi organique relative au régime électoral.

Pour rappel, le corps électoral global des dernières législatives était estimé à 24.425.471

électeurs, soit 23.522.322 électeurs à l'intérieur du pays et 900.865 électeurs à l'extérieur du pays. Le prochain scrutin, qui intervient quelques mois après les élections législatives du 12 juin dernier, constitue un nouveau jalon dans le processus d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen.

Le président Tebboune avait souligné que les législatives du 12 juin "constituent le deuxième jalon dans le processus de changement et d'édification d'une Algérie démocratique encore plus proche du citoyen qu'avant", en attendant la tenue des élections locales (APW et APC), qui se veulent "le dernier jalon" de ce processus. Les différentes actions de renouvellement des institutions de l'Etat s'inscrivent dans le cadre d'un processus de profondes réformes lancées par le président Tebboune, depuis son élection à la tête de la magistrature suprême du pays le 12 décembre 2019, consistant notamment à préparer une nouvelle Constitution que le peuple algérien a plébiscitée lors du référendum du 1er novembre 2020.

DÉCÈS DU MOUDJAHID DJOUDI ATOUMI M. Goudjil présente ses condoléances à sa famille

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil a adressé samedi un message de condoléances et de compassion à la famille de feu Moudjahid Djoudi Atoumi, dans lequel il a loué les qualités du défunt, son rôle lors de la Glorieuse Révolution nationale et son militantisme au sein du mouvement national.

"J'ai appris avec une immense affliction et tristesse, le décès du moudjahid et ancien officier de l'Armée de libération nationale (ALN), notre frère Djoudi Atoumi, compagnon d'arme du chahid héros le colonel Amirouche, paix à son âme", a écrit M. Goudjil dans le message.

La disparition du moudjahid Djoudi Atoumi "nous incite à nous remémorer la lutte de ce militant et combattant de la première heure, qui a adhéré, dès son



jeune âge, au mouvement national, jusqu'au déclen-

chement de la glorieuse Révolution nationale, où il décide de s'engager, corps et âme, dans les affaires de la guerre, accomplissant son devoir avec abnégation", lit-on dans son message.

En cette douloureuse circonstance, M. Goudjil présente à la famille du défunt et à ses compagnons d'arme ses sincères condoléances et ses profonds sentiments de compassion, priant Dieu Tout Puissant d'entourer le défunt de sa Sainte Miséricorde et de prêter aux siens patience et réconfort".

EDUCATION

La vaccination du personnel du secteur a atteint un "taux acceptable" (Belabed)

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a affirmé, samedi à Alger, lors d'une conférence nationale consacrée aux dispositions relatives à l'organisation des cours, en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022, que l'opération de vaccination du personnel du secteur avait atteint un "taux acceptable".

Selon un communiqué rendu public par le ministère, une conférence nationale a été organisée samedi, par visioconférence, sur les dispositions relatives à l'organisation des cours, en prévision de la rentrée scolaire 2021-2022, au cours de laquelle le ministre a fait savoir que le l'opération de vaccination des professionnels du secteur avait atteint un "taux acceptable".

M. Belabed a déclaré que la décision de reporter la rentrée scolaire "est intervenue après l'aval des hautes autorités du pays afin de disposer de plus de temps en vue de poursuivre l'opération de vaccination du personnel du secteur, qui a jusqu'à présent atteint un taux acceptable, même si les travailleurs étaient en congé".

Dans ce sens, il a fait état de "l'élaboration d'un recensement précis des vaccinés, appelant à l'impératif de réunir les conditions idoines pour une rentrée scolaire sûre et sereine".

Il a également souligné l'importance pour les enseignants "de regagner leurs postes de travail et d'occuper les postes vacants afin qu'aucun groupe éducatif ne reste sans encadrement pédagogique".

Au cours de cette conférence, le ministre a expliqué que ce report "intervient aussi en réponse à la volonté exprimée par la communauté éducative des régions du sud, de lui accorder davantage de temps pour se préparer et terminer les différentes opérations liées à la rentrée scolaire et assurer aussi le parachèvement, dans les délais impartis, des opérations de solidarité dont l'allocation scolaire et la gratuité du manuel scolaire pour les catégories qui y ont droit".

A cet égard, le ministre a souligné que "le recours à des mesures exceptionnelles, notamment les plans éducatifs et le protocole sanitaire, nous est imposé par la situation épidémiologique qui a impacté le monde entier", ajoutant que l'adoption du système de groupes vise à assurer la distanciation physique et la préservation de la santé de tous dans le cadre d'une action participative entre tous les cadres de l'Éducation nationale.

Le premier responsable du secteur a affirmé que Tamazight "est une langue nationale officielle que le ministère de l'Éducation œuvre à promouvoir et à généraliser", précisant que son enseignement sera assuré pendant les horaires officielles, à l'instar des autres matières".

M. Belabed a donné une série d'instructions dans ce sens, soulignant l'importance de "faire preuve de flexibilité dans l'adaptation du système éducatif, en laissant le pouvoir d'appréciation aux directeurs des établissements éducatifs qui devront se concerter avec les enseignants dans le respect des lois et règlements en vigueur et du protocole sanitaire".

Le ministre a préconisé, en outre, "une actualisation des informations fournies par la plateforme numérique en un temps record pour une meilleure maîtrise de la gestion matérielle et pédagogique, en insistant sur l'importance de l'action anticipative".

Il a également plaidé pour un traitement responsable et professionnel des questions soumises au débat, à l'approche de la rentrée scolaire et la focalisation sur la sensibilisation et la lutte contre les rumeurs et les fausses informations (fake-news)".

Le ministre estime nécessaire "d'œuvrer de concert avec le partenaire social à résoudre les problèmes enregistrés dans le secteur au niveau local, conformément aux textes en vigueur et dans le cadre du respect mutuel".

Par ailleurs, M. Belabed a fait état de "la réception d'un nombre important de cantines scolaires, dont l'ouverture est prévue à la prochaine rentrée scolaire 2021-2022, avec la garantie de repas chauds dès le premier jour, et ce en application des instructions du président de la République qui accorde une grande importance à ce sujet". Quant à l'organisation du transport scolaire, elle se fera en coordination avec les services concernés, a-t-il fait savoir.

APS

RENTREE SOCIALE

Le Premier ministre rappelle l'importance de "densifier" les efforts pour la vaccination

Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a rappelé, samedi, au cours d'une réunion du gouvernement, l'importance de "densifier" les efforts pour la vaccination, notamment au niveau des établissements scolaires, universitaires et de la formation professionnelle, selon un communiqué des services du Premier ministre.

Au cours de cette réunion, le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Santé sur l'état d'avancement des acquisitions de vaccin anti-Covid-19 et le déroulement de la campagne de vaccination.

gnants et personnel relevant des secteurs de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur ainsi que de la formation professionnelle avant l'entame de la rentrée scolaire, universitaire et de la formation professionnelle", selon un communiqué des services du Premier ministre.

Au cours de cette réunion, le gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Santé sur l'état d'avancement des acquisitions de vaccin anti-Covid-19 et le déroulement de la campagne de vaccination.

Dans le cadre du suivi de l'opération de vaccination contre Covid-19, lancée depuis le mois de janvier 2021, le ministre a présenté "un point de situation sur les quantités de vaccin anti-Covid-19 nécessaires à la réalisation de l'objectif de vaccination de 70% de la population, à l'effet d'atteindre le niveau minimum requis pour assurer l'immunité collective", relève la même source, précisant que huit millions de personnes ont été vaccinées depuis le début de l'année 2021, dont cinq millions ayant reçu la première dose.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

L'entrée en production du vaccin de Saidal prévue dans les prochaines semaines (Gouvernement)

Le Gouvernement a entendu samedi lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane, une communication présentée par le ministre de l'Industrie Pharmaceutique sur le processus de production du vaccin anti-Covid-19 en

Algérie, au cours de laquelle il a annoncé l'entrée en production dans les prochaines semaines du vaccin anti-Covid-19 par le Groupe public Saidal. Selon un communiqué des services du Premier ministre, le Ministre de l'Industrie Pharmaceutique a présenté cette communication, qui a porté sur les actions enga-

gées par le secteur pour la concrétisation de ce projet, intervient dans le cadre du suivi de l'état d'avancement du projet relatif à la production du vaccin anti-COVID-19 par le Groupe public SAIDAL.

A ce titre, le ministre de l'Industrie Pharmaceutique a précisé qu'après une série de négoc-

iations engagées par le Groupe Saidal avec ses partenaires ont été sanctionnées par la signature de contrats de partenariat, assurant que "tous les moyens ont été mobilisés pour faire réussir ce projet dont l'entrée en production est prévue pour les prochaines semaines", a souligné le communiqué.

ALGÉRIE-NIGÉRIA

Création d'un conseil d'affaires pour renforcer les relations bilatérales et la coopération africaine

La création d'un conseil d'affaires algéro-nigérien pour renforcer les relations économiques sur la base du principe gagnant-gagnant et contribuer au développement africain a été au centre des discussions entre la directrice générale de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Wahiba Bahloul et une délégation officielle du Nigéria, a indiqué, samedi, un communiqué de la CACI.

Dans le cadre du développement et du renforcement des relations économiques et commerciales entre l'Algérie et le Nigéria, Mme Bahloul a reçu, samedi au siège de la CACI en compagnie des présidents de la chambre de commerce et d'industrie des wilayas de Bechar et Médéa, une délégation officielle de l'Etat du Nigéria, composée de représentants

d'instances officielles et des secteurs économiques de ce pays, conduite par la Pr. Funmi Para-Mallam, avec laquelle la question de la création d'un conseil d'affaires algéro-nigérien a été évoquée", précise la même source. Ce conseil "constitue l'un des outils de la diplomatie économique aux fins de raffermir les relations et les échanges économiques dans le cadre du principe gagnant-gagnant", ajoute la même source.

L'accent a été également mis sur l'impératif de développer les relations bilatérales à travers des entreprises économiques et commerciales, d'exploiter les opportunités en matière de développement des exportations hors-hydrocarbures ainsi que les investissements directs, en tenant compte des potentialités permettant aux deux pays "de tra-

vailer de concert dans le cadre de la ZLECAF". Les deux parties ont convenu d'œuvrer au développement de liens forts et fructueux de manière à ériger les pays en "locomotive du continent africain" dans les domaines économique, commercial et entrepreneurial, en coordination avec les Chambres de Commerce et le Conseil d'affaires, tout en avançant résolument sur la voie du progrès et du développement du continent.

A noter que cette réunion s'inscrit dans le cadre des rencontres tenues par la délégation nigérienne avec les instances gouvernementales et les entreprises économiques, dans le but d'examiner le devenir des relations bilatérales notamment la promotion des échanges économiques et commerciaux.

CAMPAGNE NATIONALE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

KHENCHELA

Mobilisation de plus de 300 médecins, paramédicaux et agents administratifs

La direction de la santé et de la population DSP de Khnechela a mobilisé 309 médecins, paramédicaux et agents administratifs pour réussir la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19 lancée ce samedi et devant se poursuivre jusqu'au 11 septembre courant, a-t-on appris du chef de service de la prévention auprès de cette direction.

Il s'agit de 90 médecins, 144 agents paramédicaux et 75 agents administratifs en plus de 11 pharmaciens de statut privé qui ont été mobilisés pour réussir la campagne nationale de vaccination contre cette pandémie à travers 21 communes de la wilaya de Khnechela, a indiqué à l'APS M. Bouzid Zedira.

Dans ce cadre, 40 centres fixes de vaccination ont été réservés à travers les établissements hospitaliers et les structures de jeunes et les centres de formation et d'enseignement professionnels en plus de 23 salles de soin dans les différentes communes de la wilaya en plus de 13 équipes mobiles devant sillonner les régions enclavées pour faciliter la vaccination, selon le même responsable.

La DSP de Khnechela a réceptionné récemment 17.000 doses de vaccin de la marque Senovac et 8.000 autres doses du vaccin Astra Zenica, a rappelé le même responsable estimant que ces quantités sont "suffisantes" pour réussir la campagne nationale de vaccination à Khnechela.

Le taux de vaccination dans la wilaya de Khnechela a atteint au 30 août 2021 les 22,84%, un taux que le même responsable a qualifié de "faible", assurant que toutes les plateformes d'information sont utilisées pour sensibiliser les citoyens sur l'importance de se faire vacciner pour atteindre un minimum de 70% de l'immunité collective.

Pour sa part, le chef de l'exécutif local, Ali Bouzidi

a fait part au lancement de cette campagne depuis la place Abbès Laghrou au centre ville de Khnechela de la mobilisation des moyens humains et matériels nécessaires pour réussir cette campagne et atteindre l'objectif tracé à savoir 25.000 personnes vaccinées en plus de 43.000 déjà vaccinés durant les derniers mois.

La semaine nationale de vaccination (du 4 au 11 septembre) verra la participation de tous les intervenants de différents secteurs et services des collectivités locales en plus des associations en vue de capter le maximum de citoyens, a ajouté le même responsable.

Le wali, a appelé à cette occasion à un engagement pour le vaccin anti Covid-19 car, a-t-il considéré, il

(le vaccin) constitue "l'unique moyen pour sortir de cette situation sanitaire difficile qui a influé sur le bon déroulement des différents secteurs".

Une citoyenne Zohira Chekhab qui venait de recevoir sa première dose de vaccin a indiqué à l'APS "qu'elle a répondu favorablement aux appels de se faire vacciner contre la Covid-19".

La même citoyenne aux besoins spécifiques a saisi l'occasion pour saluer les staffs médicaux et paramédicaux qui veillent à l'accomplissement de l'opération de vaccination au siège de l'Office des établissements de jeunes ODEJ de la wilaya de Khnechela et qui lui ont facilité l'acte en se déplaçant au parking pour lui administrer le vaccin.

TÉBESSA

17 équipes mobiles mobilisées

La Direction de la santé et de la population de la wilaya de Tébessa a alloué 17 équipes mobiles pour la vaccination des citoyens contre le virus corona émergent, qui devront parcourir la plupart des cités et groupes d'habitations à travers la wilaya dans le cadre de la campagne nationale de vaccination contre cette épidémie, lancée samedi.

Ces équipes mobiles sillonnent les groupes d'habitation, les quartiers populaires et les zones reculées et enclavées afin de rapprocher ce service de santé des citoyens et leur faciliter le processus de vaccination.

Les services de la wilaya ont mobilisé les moyens matériels et humains nécessaires et les structures appartenant à divers secteurs pour attirer le plus grand nombre possible de citoyens désireux de se faire vacciner, pour réussir le processus et pour acquérir une "immunité collective" qui permet de freiner la propagation de cette pandémie.

Le directeur local de la Santé et de la population, Saïd Belaïd, a révélé la mobilisation de 135 centres de vaccination pour les citoyens, encadrés par 160 médecins, 372 paramédicaux, 110 assistants administratifs, et 17 équipes mobiles qui parcourent les zones reculées et enclavées, les zones d'ombre, les quartiers et les groupes d'habitations.

Pas moins de 50 000 doses des vaccins "Astra Zeneca" et "Sinovac" ont été allouées, a relevé le même responsable, qui a appelé les citoyens à se rendre "massivement" dans les centres de vaccination pour limiter la propagation de la pandémie.

Pour sa part, le wali, Mohamed El-Baraka Dahadj, a affirmé lors de sa visite dans plusieurs centres de vaccination au chef-lieu de wilaya pour s'enquérir du processus la mobilisation des moyens logistiques nécessaires pour réussir la campagne qui cible au moins 25 000 citoyens à travers la wilaya soulignant son importance, en particulier à l'approche des rentrées sociale et scolaire, dans le but de préserver la santé publique et d'atténuer les mesures de confinement imposées depuis le début de la pandémie.

Karima, une citoyenne âgée de 52 ans, qui a reçu la première dose du vaccin, a déclaré : "J'avais peur des effets secondaires du vaccin mais j'ai été convaincue par la vaccination après avoir lu ses avantages évoqués dans un article scientifique publié par un médecin spécialiste sur internet".

Elle a, dans ce contexte, exhorté les citoyens à se rendre dans les centres de vaccination tout au long de cette campagne nationale de vaccination afin d'obtenir une immunité collective.

TIARET

36.800 doses de vaccin pour la wilaya

La direction de la santé et de la population de la wilaya de Tiaret a réservé quelque 36.800 doses de vaccin contre la Covid-19 pour les besoins de la campagne nationale de vaccination dans la région du Sersou, lancée samedi, a-t-on appris auprès de cette instance.

La quantité de vaccins a été répartie sur 75 points de vaccination fixes et 90 autres mobiles mis en place pour cette campagne, a indiqué Dr. Bahri Benahmed, inspecteur de la direction de la santé, précisant qu'au premier jour de la campagne, 4.280 citoyens ont été vaccinés.

L'opération de vaccination, a-t-il dit, a été dotée d'importants moyens humains et matériels, à savoir 102 médecins et 297 paramédicaux, ainsi que 36 ambulances et 66 autres véhicules. Par ailleurs, les points de vaccination ont connu une affluence notable de citoyens, ce qui reflète leur prise de conscience quant à l'importance de la vaccination pour se prévenir contre le virus Corona.

Pour rappel, la wilaya de Tiaret a élaboré un programme pour la réussite de cette campagne de vaccination organisée sous le slogan "avec le vaccin, la vie revient". Des campagnes de sensibilisation, précédant le lancement de l'opération nationale, se sont intensifiées avec la participation de plusieurs instances et associations.

APS

GUELMA

Affluence remarquable des citoyens

Les services de santé de la wilaya de Guelma ont ouvert samedi, un total de 175 points de vaccination à travers les communes de la wilaya dans le cadre du programme de la semaine de vaccination contre la Covid-9, marquée par une affluence remarquable des citoyens venus se faire vacciner.

Les points de vaccination ouverts à travers les 34 communes de la wilaya comprennent des établissements de santé et des structures appartenant au secteur de la jeunesse et du sport des maisons de jeunes, des salles omnisports, en plus des mosquées, des unités de dépistage et de suivi scolaire (UDS) et des pôles universitaires, a précisé le directeur local de la santé et de la population, Taher Rahmani, lors des explications données, au wali Labiba Ouinez, qui a supervisé l'ouverture de la Journée nationale de vaccination contre le coronavirus depuis la polyclinique Oumdouir Tounes, au chef-lieu de wilaya. Le même responsable a ajouté que la direction locale de la santé et de la population a alloué pour le premier jour de vaccination 50 000 doses de vaccins de

plusieurs types, notant que le processus de vaccination, qui se poursuivra jusqu'au 11 septembre prochain, se déroule dans de "bonnes" conditions, encadré par du personnel médical spécialisé.

Le programme de la semaine nationale de vaccination contre la Covid-19, présenté par la Direction locale de la santé et de la population, vise à vacciner environ 370 000 citoyens à travers les points ouverts à cet effet à travers la wilaya.

Le premier jour de la Journée nationale de vaccination a été marqué par le lancement d'une caravane spécialisée dans la vaccination, depuis la maison de jeunes Mohamedi Youcef dans la commune de Guelma, qui s'est dirigée vers la commune de Lakhzara (15 km au Sud de Guelma) pour vacciner les habitants des zones d'ombre des mechtas "E Besbassa" et "Kharouba".

Selon les informations fournies par le représentant de la Direction locale de la santé et de la population, la caravane mobile assurera, au fil des activités de la campagne, la vaccination des habitants de 23 zones reculées et enclavées à travers 7 com-

munes de la wilaya, Lakhzara, Ain Makhlof, Hammam N'baïl, Oued Zenati, Hammam Debbagh, Boucheougouf et Héliopolis.

Pour sa part, le directeur de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), Ali Benbakha a indiqué que la caravane mobile, qui vise à rapprocher le vaccin des habitants des zones reculées, comprend des équipes médicales et paramédicales, appuyées des représentants de la société civile, membres de 15 associations locales, ajoutant que le rôle des représentants de la société civile est particulièrement axé sur la sensibilisation quant à l'importance de la vaccination, ainsi que de fournir des conseils aux personnes infectées par le Coronavirus (Covid-19) sur la façon d'atténuer les traumatismes psychologiques et les effets secondaires de la maladie. De leur côté, les citoyens, à travers les différents points de vaccination ouverts, ont valorisé l'initiative de la Journée nationale de vaccination, qui leur a permis de se faire vacciner contre le coronavirus pour se protéger et préserver leurs familles, dans de "bonnes" conditions d'organisation.

RELIZANE

Grande affluence des citoyens

Les citoyens de la wilaya de Relizane ont afflué vers les espaces dédiés à la lutte contre la Covid-19 à l'occasion de la campagne nationale de vaccination lancée samedi.

La campagne de vaccination a enregistré l'ouverture de 85 points de vaccination et la mobilisation de 19 brigades mobiles pour les habitants des zones éloignées.

Cette opération est

encadrée par 600 cadres du secteur de la santé, a-t-on indiqué à la Direction locale de la santé et de la population. Le wali de Relizane a procédé, dans la matinée, au lancement de la campagne à partir de la maison de la culture M'hamed Issiakham, retenue comme espace de vaccination contre la covid-19.

Le chef de l'exécutif de wilaya a appelé les citoyens de Relizane à se faire vacci-

ner du fait que cet acte "constitue l'un des moyens importants pour se prémunir contre le virus corona et préserver la santé publique, outre le respect des mesures préventives devant lutter contre la pandémie".

Un citoyen de 38 ans, maçon de son état, a déclaré, après avoir reçu sa dose de vaccin au palais des sports Mohamed Khemisti de Relizane, être

parfaitement conscient du danger de cette pandémie, sachant qu'il vient de perdre un de ses amis atteint par ce virus.

Par ailleurs, Aïcha, une institutrice de 27 ans, a valorisé cette campagne de vaccination qui représente, selon elle, le seul moyen susceptible de mettre un frein à la propagation de la pandémie et d'assurer ainsi une rentrée sociale et scolaire sereine.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Promouvoir l'agriculture et la pêche pour assurer une meilleure sécurité alimentaire

Le Gouvernement prévoit, à travers son Plan d'action qui sera soumis au Parlement, de mettre en œuvre les moyens nécessaires pour développer le secteur de l'agriculture et de la pêche, et ce, dans l'objectif d'assurer une meilleure sécurité alimentaire et une diversification de l'économie nationale.

Selon le Plan d'action, dont l'APS détient une copie, le gouvernement mettra en œuvre tous les outils devant permettre de développer ces deux secteurs stratégiques afin de renforcer la sécurité alimentaire du pays, promouvoir une économie productive et diversifiée. Dans ce document, il a été énuméré les actions envisagées en faveur du secteur agricole, notamment l'encouragement des investissements privés à travers un certain nombre de motivations dont des facilités d'accès au foncier et la débureaucratization de l'acte d'investir par la création du guichet unique. Ces facilités devraient permettre d'intensifier la production et de favoriser l'augmentation de l'offre ainsi que la réduction des importations des produits agricoles (céréales, colza, maïs, betterave sucrière...).

Dans son Plan d'action, le gouvernement mise aussi sur la promotion de l'investissement dans le sud par le biais de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes, l'assainissement du foncier et la récupération des terres non travaillées ainsi que la sécurisation des exploitants par la régularisation de leur situation. Le gouvernement compte procéder, aussi, à la modernisation de l'agriculture par l'intégration de l'innovation et de la numérisation ainsi que par une réforme des instituts techniques, des centres de recherche, des offices et des groupes économiques afin qu'il puissent répondre aux objectifs de la politique de développement du secteur.

Pour un développement durable de la pêche et les ressources halieutiques

S'agissant de la pêche et des ressources halieutiques, le plan du gouvernement a mis en avant les capacités de ce secteur à contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays ainsi qu'à l'émergence d'une économie nationale productive et diversifiée à travers l'accroissement et la diversification de l'offre en produits halieutiques.

Dans ce cadre, le gouvernement a fixé des objectifs du développement durable du secteur en vue d'augmenter l'offre nationale en produits halieutiques notamment à travers la promotion et le développement de l'aquaculture à grande échelle, le développement de la pêche de grand large ainsi que le maintien des emplois existants et la création de nouveaux débouchés. Toujours dans la perspective d'accroître la productivité du secteur, le gouvernement compte relancer l'élevage halieutique à travers l'accompagnement des projets d'investissements dans l'aquaculture marine à grande échelle et le lancement de l'aquaculture d'eau douce, notamment dans les zones continentales et sahariennes. En parallèle, le Plan d'action évoque le développement de la pêche de grand large à travers l'accompagnement des investisseurs pour la création et l'extension d'une flotte dédiée à l'exercice de cette activité pour l'exploitation de nouvelles zones de pêche. Au programme, il est prévu également des actions pour améliorer la gestion et l'exploitation responsable de la pêche artisanale et côtière dans le cadre de la poursuite des réformes engagées du mode de fonctionnement et de gestion des ports de pêche.

Concernant le volet construction navale, le gouvernement entend développer la construction, la réparation et la maintenance navales avec des capacités nationales de la flottille de pêche et d'aquaculture, à travers la mise en place d'un cadre réglementaire approprié qui devrait définir l'exercice de cette activité. L'encouragement de la PME, de la micro-entreprise et des start-up et la valorisation des productions halieutiques à l'export notamment à travers les dispositifs existants (ANADE, CNAC, ANGEM) ont été aussi cités dans le Plan d'action.

COMMERCE

Vers la création d'un réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de la conformité des produits (Gouvernement)

Le Gouvernement a entendu samedi lors de sa réunion qui s'est déroulée au Palais du Gouvernement et présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, un exposé présenté par le ministre du Commerce et de la promotion des exportations relatif à un projet de décret exécutif portant création du réseau des laboratoires d'essais et d'analyse de la conformité des produits (RELEAC). Selon un communiqué des services du Premier ministre, ce réseau

des laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité (RELEAC) dépendant du ministère du Commerce et de la promotion des exportations sera créé dans le cadre du dispositif de lutte contre les pratiques économiques frauduleuses. Ce projet de texte, enrichi et complété suite à sa présentation lors d'une précédente réunion du gouvernement, prévoit la refonte du réseau des laboratoires d'essais et d'analyses de la qualité (RELEA) mis en place depuis 1996, et sa transformation en réseau des labo-

CLIMAT DES AFFAIRES, INVESTISSEMENT ET GESTION DES EPE

Le gouvernement s'engage à lever toutes les entraves (Plan d'action)

Le Gouvernement s'engage dans son Plan d'action à lever toutes les entraves à l'acte d'investir à l'aide de mesures organisationnelles et financières englobant la réforme du code de l'investissement, la lutte contre la bureaucratie ainsi que la refonte du guichet unique.

Il est question de "donner davantage de visibilité et de stabilité juridique et institutionnelle aux investisseurs potentiels à travers, entre autres, la réforme du code de l'investissement, la dématérialisation des procédures administratives, la réduction des délais de traitement de tout dossier administratif et la simplification des procédures d'octroi des différents agréments et autorisations requis pour l'exercice de tous types d'activités", lit-on dans le Plan d'action qui sera soumis prochainement au Parlement.

L'amélioration de l'attractivité du climat d'investissement passera également par la lutte contre la bureaucratie à travers une commission d'arbitrage sur les relations administration/investisseurs et le renforcement de la coordination entre les différents organismes en charge de l'investissement, pour assurer "une intervention publique coordonnée et efficace", est-il relevé dans le document.

Il s'agit aussi de mettre en place un mécanisme d'évaluation et de suivi du climat des affaires, un organisme de veille et d'intelligence économique, pour assister les investisseurs à l'anticipation, et une cartographie des institutions et des opportunités d'investissement, comme outil d'aide à la décision et moyen d'évaluation des politiques publiques.

En matière de financement, il est question de favoriser la disponibilité des instru-



ments de financement appropriés, appliquer des taux d'intérêts économiquement attractifs et acceptables, selon le secteur et dans le cadre de contrat d'engagement sur le résultat et faciliter l'accès au crédit, pour les micro-entreprises et prioriser les entreprises dont le domaine d'activité ne sollicite pas de recours à la devise.

La refonte du guichet unique figure aussi parmi les mesures proposées, à travers l'élargissement des prérogatives de ce mécanisme pour jouer "le rôle d'un vrai centre de services aux investisseurs".

Une nouvelle approche de gestion des participations de l'Etat

Pour la concrétisation d'une relance et d'un renouveau économique, le gouvernement table, d'autre part, sur la réforme du secteur public marchand et la gouvernance des entreprises publiques par le biais d'une nouvelle

approche de gestion des participations de l'Etat.

A ce titre, il s'engage à auditer et à évaluer les capitaux du secteur public marchand, notamment le management des Groupes/ Holdings Industriels et les Entreprises publiques économiques (EPE), ainsi qu'à engager une restructuration à la lumière des audits engagés et une ouverture du capital des entreprises. Il est prévu aussi la révision et la mise à jour du cadre juridique régissant les participations de l'Etat, de l'entreprise publique et du partenariat pour l'adapter aux nouvelles exigences.

Le gouvernement compte procéder également aux amendements nécessaires qui consacrent "l'autonomie effective" de la décision de l'entreprise publique.

L'encouragement de l'initiative des dirigeants des EPE est évoquée dans ce Plan d'action dans le cadre de la révision du statut des organes de

gestion, la dépenalisation de l'acte de gestion et l'instauration de contrats de performances ainsi que l'obligation de résultats.

Quant à la mise à niveau, il est attendu la relance des activités des EPE et/ou les unités à l'arrêt et le développement d'une démarche de valorisation de leurs actifs inexploités par un partenariat intergroupes/inter holdings ou public-privé national ou étranger, ainsi que l'étude des mesures financières appropriées pour la relance de l'activité de certaines entreprises exportatrices.

Le Plan d'action comprend aussi la promotion du cadre de développement de l'entreprise et de l'entreprenariat à travers la mise en place d'un "climat d'affaires favorable et incitatif". Dans ce sillage, plusieurs actions sont prévues et portent notamment sur l'accompagnement des entreprises créées dans le cadre des dispositifs de l'ANADE, l'ANGEM, et la CNAC.

Enfin, le gouvernement mise sur le développement des partenariats public-privé (PPP) en tant qu'un "instrument privilégié pour la fourniture et la gestion des services publics, en envisageant la promulgation d'une loi spécifique, la création d'un organisme spécialisé pour le suivi des investissements réalisés ou à réaliser dans ce cadre de partenariat et la préparation d'une liste de projets éligibles au PPP.

ENERGIES RENOUVELABLES

Lancement prochain d'un appel d'offres pour la réalisation de centrales photovoltaïques de 1.000 MW

Le Gouvernement a entendu samedi lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, un exposé présenté par le ministre de la Transition énergétique et des énergies renouvelables sur le développement des énergies renouvelables, dans lequel il a annoncé le lancement prochain, d'un appel d'offres pour la réalisation de centrales photovoltaïques d'une capacité de 1.000 MW.

Selon un communiqué des services du Premier ministre, le Gouvernement a entendu une communication présentée par le ministre de la Transition Énergétique et des Énergies Renouvelables sur le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Dans le cadre du programme de développement des énergies renouvelables, dont l'objectif à terme vise

à installer 15.000 MW d'ici 2035, il a été annoncé qu'un appel d'offres pour la réalisation d'un ensemble de centrales électriques photovoltaïques d'une puissance totale de 1.000 MW sera lancé prochainement. Ainsi, la présentation du ministre a porté notamment sur les axes prioritaires dans la feuille de route du secteur la transition énergétique, à savoir le plan multisectoriel de sobriété et d'efficacité énergétique, le plan développement des énergies renouvelables, et l'élaboration d'un nouveau modèle énergétique pour l'optimisation du mix énergétique.

S'agissant de la maîtrise de l'énergie, le plan de développement du secteur de la Transition énergétique vise une économie d'énergie de 10% par an grâce notamment aux conventions avec les différents secteurs, notamment l'habitat, le transport et l'industrie, et le renforcement et le

déploiement de l'APRUE, a ajouté le communiqué. Par ailleurs, la société SHAEMS dédiée au développement des énergies renouvelables (EnR) entrera en activité durant le dernier trimestre de l'année 2021. Selon l'exposé, la production des EnR pour l'autoconsommation sera également encouragée, notamment par des mesures incitatives, l'homologation des kits solaires individuels et la levée des contraintes réglementaires, a fait savoir la même source.

À l'issue de la présentation et du débat, le Premier ministre a insisté sur l'orientation des efforts de tous les différents secteurs impliqués dans le développement des énergies renouvelables pour la valorisation et l'exploitation de l'énergie solaire avec la densification du recours à cette énergie au niveau des établissements scolaires et des administrations publiques.

actant dans le cadre de la protection du consommateur, notamment à travers la mise en place d'une cartographie nationale numérisée. Ce réseau de laboratoires représente un espace ayant pour objet de fédérer les compétences, mutualiser les moyens et les capacités analytiques et favoriser le travail collectif pour favoriser les actions d'intérêt commun en matière de protection du consommateur, a-t-on également précisé.

FINANCES

La banque des BRICS accueille de nouveaux pays membres

La Nouvelle Banque de développement (NBD) des BRICS a annoncé jeudi qu'elle accueillerait les Emirats arabes unis, l'Uruguay et le Bangladesh comme nouveaux pays membres.

"Nous sommes heureux d'accueillir les EAU, l'Uruguay et le Bangladesh dans la famille de la NBD.

Les nouveaux membres trouveront dans la NBD une plate-forme pour promouvoir leur coopération dans les infrastructures et le développement durable", a indiqué Marcos Troyjo, président de la NBD, dans un communiqué.

"Nous continuerons d'accueillir de nouveaux membres dans la banque de manière graduelle et équilibrée", a-t-il ajouté.

Selon le communiqué, cette première expansion des adhésions à la NBD visant à étendre sa portée mondiale est conforme à la stratégie de la banque de se positionner comme institution de développement de premier plan pour les économies émergentes.

Une fois acceptée, l'adhésion d'un pays à la NBD devient effective dès l'achèvement de ses processus nationaux et le dépôt de l'instrument d'adhésion. Depuis le début de ses acti-



tivités, la NBD a approuvé environ 80 projets au sein de ses membres, soit un portefeuille total de 30 milliards de dollars. Ces projets couvrent les secteurs des transports, de l'eau et de l'assainissement, des énergies propres, des infrastructures numériques, des

infrastructures sociales et du développement urbain.

Basée à Shanghai, la NBD a été établie par le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud.

La banque a officiellement ouvert en juillet 2015.

BOEING

Les livraisons du 787 probablement suspendues jusque fin octobre (presse)

Les livraisons du 787 Dreamliner de Boeing, suspendues depuis mai, ne reprendront probablement pas avant fin octobre, les autorités américaines ayant rejeté pour l'instant les propositions du constructeur pour inspecter les appareils, a affirmé samedi le Wall Street Journal. L'avionneur avait annoncé à la fin de l'été 2020 avoir repéré des problèmes de fabrication sur le raccord d'une portion du fuselage du long-courrier puis sur le stabilisateur horizontal.

Les livraisons avaient été suspendues entre novembre et mars, et de nouveau interrompues fin mai le temps de transmettre au gendarme américain de l'aviation, la FAA, des informations complémentaires.

Cela pèse sur les comptes du constructeur puisque c'est au moment des livraisons que les clients paient l'essentiel de leur facture.

Boeing a annoncé mi-juillet avoir découvert de nouveaux défauts sur son long-courrier 787 Dreamliner, suffisamment importants pour réduire les cadences de production et repousser encore les livraisons. Le directeur général, Dave Calhoun, a précisé fin juillet avoir environ 100 avions en stocks, dont moins de la moitié seraient probablement livrés dans l'année. Selon le Wall Street Journal, des désaccords ont émergé lors d'une réunion début août entre des représentants de la FAA et de Boeing sur la façon de vérifier les appareils déjà fabriqués.

Sans vouloir confirmer de date, la FAA a indiqué dans un message cité par l'agence AFP qu'elle ne "donnerait pas son feu vert sur les inspections tant que (ses) experts en sécurité ne sont pas satisfaits".

Boeing a souligné de son côté avoir collaboré avec la FAA sur les problèmes du 787 "pendant des centaines d'heures lors de réunion et de sessions de travail et (prévoit) de continuer à le faire".

"Ce travail a un impact à court terme sur nos opérations, mais il s'agit de la bonne ligne de conduite et nous continuerons à prendre le temps nécessaire pour nous assurer de respecter les normes les plus élevées", a ajouté une porte-parole. Boeing est particulièrement surveillé par le régulateur après les deux accidents rapprochés de son nouvel avion vedette, le 737 MAX, qui ont fait 346 morts en 2018 et 2019.

SALVADOR

Environ 70% des Salvadoriens opposés au bitcoin de cours légal

Une forte majorité de Salvadoriens est opposée à la décision du président Nayib Bukele de faire du bitcoin un monnaie ayant cours légal à compter de mardi prochain, selon deux sondages publiés jeudi.

"Environ sept Salvadoriens sur dix se sont déclarés être en désaccord, ou très en désaccord", a indiqué la prestigieuse Université jésuite UCA, qui a réalisé un de ces sondages entre le 13 et le 20 août auprès de 1.281 personnes, avec une marge d'erreur de 2,7%.

"82,8% (des Salvadoriens) n'ont aucune confiance ou peu de confiance dans le bitcoin, et 95,9%, soit un taux extrêmement haut, presque unanime, estiment que l'usage du bitcoin doit être volontaire", a commenté le recteur de l'UCA Andreu Oliva en présentant le sondage. Selon un autre sondage réalisé par le quotidien Prensa Grafica, 65,7% des sondés désapprouvent peu ou prou la légalisation du bitcoin.

Le Parlement salvadorien, dominé de manière écrasante par les partisans du président Bukele, a voté en juin la loi qui fera du bitcoin une monnaie ayant cours légal au Salvador.

Une semaine avant l'entrée en vigueur, plusieurs centaines de personnes ont manifesté mercredi dans la capitale pour demander au Parlement de l'abroger.

Cette mesure, selon le chef de l'Etat, permettra de dynamiser l'économie du pays, dollarisée depuis vingt ans. Poursuivant la mise en oeuvre de la réforme, le Parlement a approuvé mardi, à la demande du président Bukele, qui jouit d'une immense popularité, la création d'un fonds de 150 millions de dollars destiné à garantir la convertibilité automatique du bitcoin en dollars américains. Les autorités s'approprient à activer une application baptisée "Chivo" ("Super", en langage familier) qui doit permettre de procéder à des paiements ou virements en bitcoin. Ses usagers se verront gratifier d'une prime équivalente à 30 dollars en bitcoin lors de l'adhésion à l'application. En outre, 200 distributeurs automatiques permettant d'échanger des bitcoin sont en cours d'installation. Selon l'enquête de l'UCA, 65,2% des Salvadoriens ne souhaitent pas télécharger l'application et sont opposés au versement de la prime de 30 dollars sur les fonds publics.

APB

LIBYE

La National Oil Corporation annonce la fin de sa division entre Est et Ouest

La National Oil Corporation (NOC) libyenne a annoncé samedi la fin de la division du secteur pétrolier entre l'Est et l'Ouest de la Libye en fusionnant tous les employés de la société parallèle de l'est avec celle basée à Tripoli.

Le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibah a salué la fin de la division de la

NOC, la décrivant comme "une grande réussite pour le secteur le plus important et la seule source de revenus du pays". Depuis 2014, la Libye était politiquement divisée entre les autorités de l'Ouest et de l'Est du pays, qui disposaient de leurs propres banques centrales et sociétés pétrolières.

Le Gouvernement d'unité

nationale, depuis son approbation, a tenu à unifier toutes les institutions économiques de l'Etat libyen et a accordé une attention particulière à cette question. Il a fallu un certain temps pour atteindre cet objectif et aujourd'hui, nous mettons définitivement fin à l'ère de la division dans le secteur pétrolier tout en publiant une décision nom-

mant, intégrant et fusionnant toutes les personnes affiliées à la société (anciennement) parallèle", a déclaré le président de la NOC, Mustafa Sanalla.

Le Gouvernement d'unité nationale de M. Dbeibah a été nommé en février par le Forum de dialogue politique libyen sous l'égide des Nations Unies.

ENERGIE

Damas se réjouit de pouvoir aider le Liban à s'approvisionner en gaz et en électricité

La Syrie s'est réjoui de pouvoir aider le Liban à s'approvisionner en gaz et en électricité via le territoire syrien, ont samedi rapporté des médias libanais.

"La Syrie a accepté la demande du Liban pour l'aider à s'approvisionner en gaz à partir de l'Egypte et en électricité à partir de la Jordanie, l'acheminement du gaz et de l'électricité vers le pays du Cédre devant se faire via le territoire syrien", selon l'agence de presse libanaise (AN). Les deux parties ont convenu de la formation d'une commission ad hoc qui chargera de peaufiner les détails techniques du

projet, selon la source. Une réunion a groupé samedi à Damas du côté syrien les ministres des Affaires étrangères et des Emigrés, des Finances et des du Pétrole respectivement MM. Fayçal Mokdad, Kanan Yaghi et Ghassan Tohmé et du côté libanais, les ministres sortants de la Défense, des Finances et de l'Energie respectivement Mme Zeina Akar, Ghazi Wazni et Raymond Ghajar ainsi que le directeur général de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim, le secrétaire général du Conseil supérieur libano-syrien Nasri Khouri, l'ambassadeur du Liban à Damas Saad Zakhia et l'am-

bassadeur de Syrie au Liban, Ali AbdelKarim Ali.

Dans le communiqué final, les deux parties ont rappelé les circonstances difficiles que traversent les deux pays notamment dans le domaine de la production d'énergie, rapporte l'agence.

La visite de la délégation libanaise est la première du genre depuis le début de la crise syrienne il y a dix ans. Le déplacement intervient alors que le Liban connaît de sérieuses pénuries de carburant et des coupures d'électricité qui paralysent en grande partie les services et les activités des hôpitaux, restaurants, magasins et industries.

AFRIQUE - CHINE

Le volume du commerce augmente de 40,5% entre janvier et juillet

Le volume du commerce entre la Chine et l'Afrique a augmenté de 40,5% en base annuelle pour atteindre 139,1 milliards de dollars au cours des sept premiers mois de l'année, a déclaré vendredi le vice-ministre chinois du Commerce Qian Keming.

Les importations de la Chine depuis l'Afrique ont bondi de 46,3% sur un an, à 59,3 milliards de dollars entre janvier et juillet, a indiqué M. Qian lors d'une conférence de presse à l'approche de la deuxième

Exposition économique et commerciale Chine-Afrique.

Il a ajouté que les importations chinoises de caoutchouc, de coton, de café et d'autres produits agricoles ayant doublé par rapport à la même période de l'année précédente.

S'agissant des investissements directs de la Chine en Afrique, ils se sont élevés à 2,07 milliards de dollars au cours des sept premiers mois, dépassant le niveau pré-pandémique de la même période de 2019,

selon M. Qian. Les entreprises chinoises et africaines ont dynamisé la coopération sur les chaînes industrielles et d'approvisionnement, la construction des agglomérations de l'industrie manufacturière, l'agriculture, la médecine et la santé, ainsi que sur l'exploration au sein des secteurs émergents tels que l'énergie propre, l'économie numérique et la 5G, a-t-il souligné. La deuxième Exposition économique et commerciale Chine-Afrique sera organisée à

Changsha, capitale de la province du Hunan, du 26 au 29 septembre, avec une de multiples activités en ligne et hors ligne.

Avec en toile de fond la pandémie de COVID-19, l'exposition construira une plate-forme de stockage de données pour organiser en ligne des conférences, des expositions et des transactions.

Un rapport sur les relations économiques et commerciales sino-africaines devrait être publié lord de l'exposition.

LAGHOUAT

Un infirmier retraité participe bénévolement à la vaccination de la population de Terguel

Smail Bendouma, un infirmier retraité du secteur de la santé, n'a pas hésité à s'impliquer bénévolement dans la caravane médicale de vaccination de la population de la zone d'ombre Terguel contre la Covid-19, dans le cadre de la vaste campagne lancée samedi dans la wilaya de Laghouat. Répondre à l'appel lancé par les pouvoirs publics pour la réussite de la campagne de vaccination d'envergure semblait comme une évidence pour Smail, de nature très dévoué, particulièrement lorsqu'il a s'agit de prendre part à la caravane médicale de vaccination dans la zone d'ombre de Terguel, commune d'EL-Ghicha (150 km nord de la wilaya de Laghouat).

"C'est un appel de la patrie qu'aucun véritable citoyen ne peut décliner", a déclaré Smail, assurant de sa disposition à servir son pays pour lutter contre la pandémie de coronavirus et ce en prenant part bénévolement à des rotations de permanence dans divers services et structures hospitalières, ainsi qu'en prêtant main forte aux malades atteints de la Covid-19.

"Je considère que c'est un devoir dicté par la conscience, le patriotisme et l'humanité", a ajouté Smail, qui assure l'animation, dans le cadre de cette caravane, d'une opération de sensibilisation des citoyens sur l'importance de la vaccination, seule voie pour atteindre une immunité collective et reprendre une vie normale.

L'opération de vaccination dans la zone d'ombre de Terguel, retenue au titre de la semaine nationale, a été favorablement accueillie par la population locale, qui a été vaccinée à 100% en attendant le retour de cette caravane après 24 jours pour bénéficier de la seconde dose du vaccin. Un des vaccinés, Ahmed Louassef, n'a pas manqué, à ce titre, de louer les efforts fournis par l'Etat pour rapprocher les centres de vaccination des populations des zones reculées et enclavées, avant de mettre en valeur les explications et conseils "rassurants et encourageants" fournis par l'infirmier bénévole. La campagne de vaccination dans la wilaya de Laghouat a donné lieu à la vaccination jusqu'ici de plus de 42.000 citoyens. Un chiffre atteint grâce à la mobilisation de près d'une centaine de points de vaccination et 15 équipes médicales mobiles pour sillonner les régions lointaines et enclavées de la wilaya, selon les services de la direction de la Santé.

BATNA

Covid-19: des équipes médicales mobiles dans les grands quartiers pour vacciner les citoyens

Des équipes médicales mobiles sillonnent plusieurs grands quartiers de la ville de Batna à partir de samedi et pendant toute la semaine cours pour vacciner les citoyens contre la Covid-19 dans le cadre de la vaste campagne nationale de vaccination et de prévention contre cette pandémie. Rencontrés par l'APS aux premières heures du lancement de l'opération à travers les quartiers concernés, des citoyens ont exprimé leur satisfaction, à l'image de M. Amar Nourani (retraité) qui a estimé que l'initiative permettra de vacciner les personnes âgées, celles aux besoins spécifiques, et les citoyens habitant les quartiers situés loin des centres sanitaires et des points fixes de vaccination.

Pour sa part, Fatima Zohra Maouchi (femme au foyer) qui s'apprêtait à recevoir la dose du vaccin au quartier 800 logements, a estimé que les équipes médicales mobiles "permettront d'alléger la pression sur les points de vaccination ouverts à travers les différents coins de la ville", et que la campagne constitue "un appui aux efforts de lutte contre la pandémie".

Les services locaux du secteur de la santé ont mobilisé pour toute la semaine de vaccination, une équipe mobile du centre régional de lutte contre le cancer pour les quartiers 1.200 logement, 500 logements et 800 logements et une équipe de l'établissement sanitaire spécialisé mère-enfant Meriem Bouatoura pour les quartiers Emir Abdelkader, Larbi Ben M'hidi et Bezourane.

Une autre équipe itinérante a été mobilisée de l'établissement public hospitalier de Batna et se charge de vacciner des travailleurs et employés de la commune de Batna, selon les précisions fournies à l'APS par le directeur de la santé et de la population DSP, Abdelghani Bensmail. Une dernière équipe itinérante de la circonscription sanitaire de Arris a été également mobilisée pour sensibiliser et vacciner les habitants issus des zones d'ombre et les personnes résidant les régions montagneuses. La wilaya de Batna a consommé à ce jour 70% du quota de vaccin anti Covid-19 réceptionné et qui s'élève à 280.000 doses en attendant la réception "prochaine" d'un autre quota de 45.000 doses dans le courant de cette semaine, selon le directeur.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Le Gouvernement s'engage à mettre fin aux coupures

Le Gouvernement s'engage, à travers son Plan d'action pour la mise en œuvre du programme du président de la République, qui sera bientôt soumis au Parlement pour débat, à améliorer l'alimentation en eau potable et mettre fin aux coupures d'eau, tout en assurant un accès égal à cette ressource vitale à tous les citoyens.

Selon le Plan d'action, dont l'APS détient une copie, l'engagement du Président de la République "d'en finir avec les coupures d'eau et de garantir un égal accès des citoyens aux différents services de l'eau à travers l'ensemble du territoire national" sera "une priorité" du Gouvernement pour les années à venir, assurant que l'accès à l'eau bénéficiera du total soutien de l'Etat. Le Plan d'action du Gouvernement englobe la combinaison du dessalement au nord du pays à partir de la bande côtière, des interconnexions entre les barrages et les systèmes de transferts, de l'utilisation systématique des eaux et des boues épurées dans l'industrie et l'agriculture et enfin, de l'exploitation des ressources souterraines dormantes du Sahara septentrional.

A ce titre et afin de préserver les réserves stratégiques en eau, le gouvernement œuvrera à faire du dessalement d'eau de mer la principale ressource d'eau potable (60%) et recourir aux barrages à



hauteur de 20% et aux nappes phréatiques à hauteur de 20%.

Les efforts de mobilisation et l'usage optimal de la ressource seront "plus soutenus" avec l'objectif de réduire la proportion des eaux impactées par l'aléa climatique en développant, là où elles s'avèrent réellement utiles et dans le strict respect de l'équilibre des écosystèmes en place, les ressources non conventionnelles, notamment par la réalisation de nouvelles stations de dessalement d'eau de mer et de stations de déminéralisation dans les régions sud. Le nombre

actuel de stations de dessalement d'eau de mer (SDEM), à savoir 11 SDEM avec une capacité de production de 760 millions de m³/an, sera porté à 19 SDEM en 2024 avec une capacité de production de 1,4 milliards m³/an, assure le Gouvernement.

La capacité nationale de stockage des eaux superficielles sera augmentée par la réalisation et la mise en service de nouveaux barrages et l'interconnexion des grands ouvrages et complexes hydrauliques du pays. Les 80 barrages actuels disposent d'une capacité de stockage cumu-

lée de 8,30 milliards m³.

En 2024, le nombre sera porté à 85 barrages avec une capacité de 9 milliards m³ et une capacité de mobilisation de 4 milliards m³/an, selon le document.

La cadence de réalisation de forages à destination agricole et domestique sera accélérée, en veillant à préserver les nappes phréatiques de la surexploitation et en permettant leur régénération. Le volume global de production des eaux souterraines est estimé à 6,6 milliards m³/an, à travers les 281.000 forages actuels, dont 255.000 forages destinés à l'irrigation. En 2024, le volume global, toutes sources confondues, passera à 12 milliards m³/an.

La stratégie de mobilisation ne se limitera pas à ces grands captages, affirme le Gouvernement, ajoutant qu'elle elle intègre aussi les niches hydriques, tels que les petits barrages et les retenues collinaires qui constituent des ressources non négligeables, notamment en zones éparses et en milieu rural.

SÉCURITÉ SOCIALE

Prolongation des délais des mesures exceptionnelles pour bénéficier des prestations de la sécurité sociale

Le ministère de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale a annoncé jeudi dans un communiqué la prolongation des délais des mesures exceptionnelles pour bénéficier des prestations de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre en cours.

"Dans le cadre des mesures exceptionnelles prises par le ministère de l'Emploi, du travail et de la sécurité sociale en vue de contribuer aux efforts nationaux pour lutter contre le coronavirus (Covid-19), le ministère informe les citoyens assurés salariés et non salariés ainsi que les retraités et leurs ayants droit de la prolongation des délais des mesures exceptionnelles pour avoir accès aux diverses prestations et services jusqu'au 30 septembre 2021", précise le communiqué.

Les mesures en question concernent "les assurés sociaux et leurs ayants-droit affiliés à La Caisse Nationale des Assurances Sociales des travailleurs salariés.

Il sera procédé, à cet effet, à l'annulation provisoire de l'obligation

de dépôt des congés de maladie dans les délais légaux, au traitement des dossiers des congés de maladie sur la base des documents fournis, et à l'annulation provisoire du contrôle médical des congés de maladie + contrôle à domicile".

Il s'agit également de suspendre la convocation des victimes des accidents de travail et des témoins, mesures en vigueur dans le traitement des dossiers des accidents de travail, avec le maintien du versement des pensions d'invalidité et des indemnités des accidents de travail et des pensions des maladies professionnelles, après expiration des délais, sans recours au contrôle médical.

Quant aux assurés sociaux et leurs ayants-droit affiliés à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Non-Salariés (CASNOS), "la convocation des malades dans le cadre du contrôle médical sera suspendue avec l'activation des mesures de contrôle médical à distance, a souligné la même source, précisant que le versement des pensions de retraite

sera suspendu pour les retraités, dont les dossiers n'ont pas été renouvelés, en sus de la prorogation des délais des prestations au 30 septembre 2021".

Les retraités et leurs ayants-droit affiliés à la Caisse nationale des retraités (CNR) "ne sont pas tenus de fournir une attestation de vie ou les différents documents administratifs car leurs dossiers seront systématiquement actualisés jusqu'à la fin du mois en cours".

Par ailleurs, le ministère met à la disposition des citoyens un bouquet de services numériques favorisant leur "accès aux diverses prestations à distance et de leur éviter le déplacement aux différents sièges", à l'instar de l'espace "El Hanaa" de la CNAS (www.cnas.dz), l'espace retraité de la CNR (www.cnr.dz), et la plateforme "Damancom" de la Casnos (https://damancom.casnos.dz), outre le site électronique du ministère (www.mtess.gov.dz) qui reste à la disposition des citoyens pour toute information supplémentaire.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

6 morts et 220 blessés en 24 heures

Six personnes sont décédées et 220 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus, ces dernières 24 heures, à travers le territoire national, indique dimanche un bilan de la Protection civile.

Durant la même période, les plongeurs de la

Protection civile de la wilaya de Médéa sont intervenus pour le repêchage des corps de deux enfants d'une même famille, âgés respectivement de 6 ans et 10 ans, morts par noyade dans une mare d'eau à Oued el Kebir El Hachemi, dans la commune de Bouchrahil, précise la

même source.

S'agissant des activités de lutte contre la propagation de la pandémie de coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué 214 opérations de sensibilisation à travers le territoire national pour rappeler aux citoyens la nécessité du

respect de confinement et des règles de la distanciation physique.

Elles ont également mené 53 opérations de désinfection générale ayant touché les infrastructures et édifices publics et privés ainsi que des quartiers et ruelles à travers le pays.

EGYPTE

12 morts dans le renversement d'un bus

Douze personnes, dont des enfants, ont trouvé la mort, et 34 autres ont été blessées, dans le renversement d'un bus sur une autoroute à l'est du pays, a rapporté dans la nuit de samedi à dimanche l'agence de presse MENA, citant une source responsable au service des secours.

"Le bilan des morts de l'accident de bus survenu sur la route reliant Le Caire au gouvernorat de Suez a atteint 12 morts, dont des enfants, et 34 blessés", a affirmé la source responsable.

Un bilan préliminaire rendu public par MENA faisait état de 7 morts et 30 blessés. Le bus avec plusieurs familles à bord était sur le chemin de retour au Caire après une excursion touristique.



BURUNDI

Sept morts dans l'écroulement d'une église en construction

Sept personnes sont mortes et 20 autres blessées, samedi, dans l'écroulement du mur d'une église en construction, à Cankuzo, dans l'Est du pays, selon une source administrative.

"Cet accident s'est produit sur la colline Kigati, de la commune de Gisagara", a indiqué Félix Bukuru, conseiller économique de l'administrateur. Selon lui, un grand nombre de

blessés ont été tirés des décombres avec l'aide de l'unité de la Croix-Rouge basée à Cankuzo, à plus de 200 km de Bujumbura, la capitale économique.

"Elles ont par après été évacuées vers les hôpitaux environnants. Certaines sont dans un état grave", a-t-il souligné, faisant état d'une enquête en cours.

ETATS UNIS

Crash d'hélicoptère dans le Pacifique: les 5 disparus déclarés morts (Marine américaine)

La Marine américaine a déclaré samedi le décès de cinq membres d'équipage portés disparus depuis qu'un hélicoptère s'est abîmé mardi dans l'océan Pacifique, au large de la Californie. "La Marine déclare le décès des cinq membres d'équipage disparus dans

le crash de l'hélicoptère MH-60", selon un communiqué. Un sixième membre d'équipage avait lui pu être sauvé.

L'appareil embarqué à bord de l'USS Abraham Lincoln effectuait un "vol de routine", à un peu plus d'une centaine de kilo-

mètres des côtes de San Diego lors de l'accident. "Une enquête est en cours" sur cet accident, a fait savoir la Marine américaine. L'amiral Mike Gilday, qui commande les opérations navales, s'est dit "profondément attristé" dans un communiqué.

AUSTRALIE

Un homme tué par un requin

Un homme d'une vingtaine d'années a été tué par un requin dimanche près d'une plage de l'est de l'Australie, malgré les tentatives "incroyablement courageuses" de surfeurs et de baigneurs pour lui venir en aide, selon les autorités. L'attaque a eu lieu vers 11h00 (01h00 GMT) à Emerald Beach, à environ 500

km au nord de Sydney. A leur arrivée, les secours ont trouvé plusieurs baigneurs et surfeurs en train d'essayer de sauver la victime, une tentative "incroyablement courageuse dans une situation très dangereuse", a raconté Chris Wilson, un responsable ambulancier de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud.

"Tout le monde sur la plage était bouleversé ce matin", a-t-il ajouté. "L'homme a subi une blessure critique au bras, et malgré les meilleurs efforts des passants, des secouristes et des autres services d'urgence, il n'a pu être maintenu en vie".

La plage et les eaux environnantes ont été interdites d'accès

après l'accident. Il s'agit de la deuxième attaque mortelle par un requin dans les eaux australiennes cette année, selon la Taronga Conservation Society, une agence gouvernementale de protection de la faune. En 2020, 26 attaques de requin en avaient eu lieu dans le pays, dont deux mortelles.

ETATS UNIS

New York : cinq centres de services mis en place pour aider les habitants à se remettre des inondations

Les services de gestion des urgences et les services sociaux de la ville de New York (NYC) ont annoncé samedi dans un communiqué la création de cinq centres de services à travers la ville afin d'aider les individus et les familles touchées par les inondations provoquées par les restes de l'ouragan Ida. Les centres de services fourniront aux personnes touchées un soutien en personne et des informations sur les ressources et les services disponibles, selon un communiqué des services de gestion des urgences de la ville de New York.

"Les agences gouvernementales de la ville de New York, les organisations à but non lucratif et les organisations commu-

nautaires seront sur place pour aider les familles et les individus à accéder aux services essentiels, notamment l'inscription aux prestations publiques et à l'assurance maladie, le logement, l'aide alimentaire et les conseils en matière de santé mentale", indique le communiqué.

La Croix-Rouge américaine du Grand New York participera quant à elle à la gestion des secours en cas de catastrophe, notamment l'orientation, la distribution de fournitures d'urgence et la demande d'aide, ainsi que l'assistance psychologique.

Dans le même temps, le département de l'assainissement de New York a déclaré qu'il continuerait à ramasser les débris de la tem-

pête sur les trottoirs pendant le week-end, y compris pendant les vacances de la Fête du travail lundi prochain.

La ville de New York et les régions avoisinantes du nord-est des Etats-Unis ont subi des tornades et des inondations soudaines, qui ont fait près de 50 morts au total lorsque les restes de l'ouragan Ida ont frappé la région mercredi.

Le maire de la ville de New York, Bill de Blasio, a annoncé vendredi un plan de réponse aux tempêtes comprenant des avertissements plus sévères, des évacuations d'appartements en sous-sols et la mise en place d'un groupe de travail de 30 jours en la matière.

FRANCE

Arrestation d'une figure du narco-banditisme marseillais

Une figure du narco-banditisme marseillais, a été arrêté fin août en région parisienne, on indiqué vendredi des sources proches de l'enquête.

Le dénommé K. M. soupçonné d'être l'un des patrons du réseau de trafic de stupéfiants à Marseille (sud) avait été condamné en janvier, alors qu'il était en fuite, à 30 ans de réclusion criminelle pour la mort de jeunes hommes dans un règle-

ment de compte en 2016.

Il était soupçonné d'avoir fourni les armes à deux de ses lieutenants.

Le parquet de Marseille a annoncé l'interpellation en Seine-et-Marne, près de Paris, "d'un homme connu pour son appartenance au narco-banditisme marseillais et condamné par le tribunal correctionnel de Marseille à la peine de 14 ans d'emprisonnement pour trafic

de stupéfiants et, par défaut, à 30 ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Bouches-du-Rhône (sud) pour homicide volontaire en bande organisée".

A la suite de cette arrestation, les enquêteurs de la police judiciaire de Marseille "ont procédé à l'interpellation de plusieurs personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'un des événements meurtriers qui opposent depuis plusieurs semaines plu-

sieurs équipes de trafiquants de stupéfiants", a ajouté le parquet.

Depuis le début de l'année, 15 personnes sont mortes dans des règlements de compte liés au trafic de drogue dans la région de Marseille.

Un chiffre toutefois inférieur à ce stade à l'année 2016 où 29 personnes avaient été tuées.

Marseille a été particulièrement touchée ces deux derniers mois par ces assassinats.

ETHIOPIE

Arrivée au Tigré de 150 camions d'aide humanitaire en deux jours

Plus de 150 camions d'aide humanitaire sont parvenus ces deux derniers jours dans la région éthiopienne du Tigré, où, selon l'ONU, des millions de personnes sont menacées de famine, ont annoncé samedi les autorités éthiopiennes.

Depuis une semaine, les autorités éthiopiennes ont déployé des efforts "pour mieux coordonner et faciliter le déplacement de l'aide humanitaire" vers le Tigré, a indiqué le ministère éthiopien de la Paix.

Environ 500 camions sont parvenus au Tigré depuis une semaine, dont 152 ces deux derniers jours, a précisé le ministère dans un communiqué publié sur Twitter.

Selon les estimations, 5,2 millions de personnes, soit 90% de la population du Tigré, ont besoin d'une aide urgente, dont 400.000 sont déjà confrontées à des conditions proches de la famine. Le coordinateur humanitaire par intérim des Nations unies pour l'Éthiopie, Grant Leaity, avait prévenu jeudi que la situation allait "s'aggraver de façon dramatique" et a appelé toutes les parties à permettre l'acheminement de l'aide "afin d'éviter cette catastrophe imminente". Des millions de personnes sont menacées de famine, dont 1,7 million de personnes dans les régions d'Afar et d'Amhara, a-t-il ajouté, précisant que "les stocks d'aide humanitaire, d'argent liquide et de carburant sont très bas ou complètement épuisés".

L'Union africaine, dont le siège est à Addis Abeba, a également exhorté vendredi le gouvernement éthiopien à faire davantage pour prévenir la famine dans la région ravagée par dix mois de conflit. En novembre 2020, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a envoyé l'armée au Tigré pour destituer les autorités régionales issues du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), en réponse, selon lui, à des attaques contre des camps militaires fédéraux orchestrées par le TPLF. Le prix Nobel de la paix 2019 avait annoncé une victoire rapide mais le conflit s'est enlisé et élargi aux régions voisines d'Afar et d'Amhara, plongeant la région dans une grave crise humanitaire.

Les autorités éthiopiennes et les rebelles tigréens se sont accusés mutuellement d'entraver les convois humanitaires qui tentent d'atteindre le Tigré.

BRÉSIL

Détection de deux cas atypiques de "vache folle"

Deux cas atypiques de d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), dite "maladie de la vache folle", ont été détectés au Brésil, a annoncé samedi le ministère de l'Agriculture, qui a suspendu ses exportations de bovins vers la Chine.

Cette mesure temporaire a été prise conformément à un protocole bilatéral existant entre les deux pays, même si le ministère a assuré qu'il n'y avait "aucun risque pour la santé humaine ou animale".

Selon le communiqué, il s'agit bien de deux cas "atypiques", dans la mesure où la maladie est apparue "de manière spontanée et sporadique, sans relation avec l'ingestion d'aliments contaminés".

Les deux cas ont été détectés lors d'inspections sanitaires, dans le Minas Gerais (sud-est) et le Mato Grosso (centre-ouest), chez des bovins "d'âge avancé".

"Il s'agit du quatrième et cinquième cas d'ESB détectés en plus de 23 ans de vigilance sanitaire de la maladie. Le Brésil n'a jamais recensé de cas classique d'ESB", a précisé le ministère, qui notifié officiellement l'Organisation internationale de la santé animale (OIE).

Une situation similaire avait eu lieu en juin 2019, quand le Brésil avait également suspendu temporairement ses exportations de bovins vers la Chine, après un cas atypique d'ESB détecté au Mato Grosso, chez une vache âgée de 17 ans.

Apparue au Royaume-Uni dans les années 80, l'ESB s'était étendue à de nombreux pays en Europe et dans le monde, et avait suscité de vives inquiétudes chez les consommateurs.

Elle avait entraîné une grave crise dans la filière bovine.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19

345 nouveaux cas, 283 guérisons et 21 décès

Trois cent quarante-cinq (345) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 283 guérisons et 21 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, dimanche, le ministère de la Santé dans un communiqué.



Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 198.004 dont 345 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 5.420 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 134.958 cas. Par ailleurs, 39 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

PLAN D'ACTION DU GOUVERNEMENT

Développer l'industrie pharmaceutique pour une "meilleure sécurité sanitaire"

Le Plan d'action du Gouvernement pour la mise en œuvre du programme du président de la République prévoit une "meilleure sécurité sanitaire" portée par le secteur de l'industrie pharmaceutique, notamment à travers la réforme de la réglementation et la disponibilité des produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux.

Dans le cadre de ce Plan d'action, le gouvernement compte poursuivre les réformes du cadre réglementaire et mettre en place un cadre assurant la qualité et la recherche et développement au titre des études cliniques et de la bioéquivalence pour les médicaments génériques, ainsi que de réguler et de moraliser l'activité de l'information scientifique et la publicité des produits pharmaceutiques.

Il s'agit également d'adapter le cadre réglementaire "et de préciser les modalités d'établissement et de mise à jour de la nomenclature nationale des produits pharmaceutiques, afin de répondre à la problématique de la confusion entretenue avec les compléments alimentaires et les produits de nutrition spécifique".

La réforme concerne aussi, selon le document, la détermination de la liste des médicaments ne relevant pas de la prescription obligatoire afin de réduire le recours à l'automédication pouvant engendrer des tensions sur la disponibilité des produits pharmaceutiques.

De plus, il est question de lutter contre le phénomène de la toxicomanie et de l'usage détourné des produits phar-



maceutiques par la mise en place des commissions intersectorielles.

L'autre aspect abordé dans le Plan d'action, celui d'assurer la disponibilité des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux à travers l'installation du comité des médicaments essentiels, l'anticipation du traitement des programmes prévisionnels d'importation ainsi que l'exploitation de la nouvelle plateforme numérique pour le traitement des programmes de production et d'importation et le suivi en temps réel de la disponibilité et l'anticipation des éventuelles ruptures par l'observatoire nation-

nal de veille sur la disponibilité. Le gouvernement envisage également de mettre en place une veille stratégique sur la disponibilité des stocks de sécurité pour les produits finis et les matières premières au niveau des établissements pharmaceutiques, ainsi que d'assurer la qualité, la sécurité et l'efficacité des produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux, à travers le renforcement du contrôle des établissements de production. Le Plan d'action a évoqué aussi le renforcement des moyens de l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) pour le contrôle de la qualité des

produits pharmaceutiques et des dispositifs médicaux et le renforcement de la coopération bilatérale entre l'Agence nationale et d'autres agences étrangères.

S'agissant de l'industrie pharmaceutique, le gouvernement compte accompagner le développement industriel de ce secteur en veillant à orienter les investissements vers les médicaments à haute valeur ajoutée, notamment les médicaments anticancéreux, les insulines et autres produits strictement importés.

Le développement industriel du secteur passera aussi par l'accélération du traitement des demandes d'agrément des nouvelles unités de production, notamment celles orientées vers les produits sous tension et strictement importés et ériger "le Groupe Soidal en outil de l'Etat pour assurer une souveraineté sanitaire". Il est envisagé aussi la promotion de la fabrication locale des intrants et matières premières et la poursuite de l'encouragement des investissements orientés vers les produits utilisés dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19.

Le Plan d'action prévoit, en outre, de numériser et de dématérialiser les procédures d'enregistrement des produits pharmaceutiques, d'homologation des dispositifs médicaux et d'agrément des établissements pharmaceutiques, ainsi que la création de banque de données sur les prix à l'international pour la matière première, les produits finis et les équipements.

SEMAINE NATIONALE DE VACCINATION ANTI-COVID

Afflux considérable des citoyens au premier jour

La semaine nationale de vaccination anti-COVID19, organisée du 4 au 11 septembre 2021, par le ministère de la Santé, a vu, à son premier jour, une affluence considérable des citoyens à travers les wilayas du pays, à la faveur de la mobilisation de tous les moyens matériels et humains pour la réussite de cette opération et la réalisation de l'objectif escompté consistant à vacciner 70 % des Algériens avant la fin de cette année.

Les centres de vaccination fixes et mobiles à travers plusieurs wilayas du pays ont enregistré l'arrivée d'un plus grand nombre de citoyens pour se faire vacciner.

Des staffs médicaux nécessaires à cet effet ont été mobilisés avec l'association de tous les acteurs.

Dans les wilayas de l'Est du pays, cette campagne a été favorablement accueillie par les citoyens qui se sont rués sur les différents centres pour se faire vacciner.

Des équipes mobiles de vaccination sillonnent les zones reculées pour cibler le plus grand nombre possible de citoyens, à l'image de la wilaya de Constantine où 654 éléments, dont des médecins, des paramédicaux et des agents administratifs, ont été mobilisés pour mener à bien cette campagne, en coordination avec de nombreux acteurs.

La même ambiance a prévalu dans les wilayas du sud, notamment à Biskra qui a réquisitionné 151 unités fixes et 9 équipes mobiles, en plus de 4 équipes médicales fixes à travers les mosquées, tandis que dans la wilaya d'Ouargla, 70 espaces de vaccination sont ouverts, avec l'exploitation des lieux publics, des maisons de culture et de jeunesse, et la mise à disposition de moyens matériels importants pour assurer le bon déroulement de cette campagne, qui vise la vaccination de 50 % de la population.

Dans la wilaya d'Oran, pas moins de 260 points de vaccination ont été affectés à cette opération, dont le coup d'envoi a été donné à partir du siège de la direction de la protection civile, d'où une vingtaine d'ambulances ont pris le départ pour rejoindre les différents points de vaccination. Les 260 points englobent 85 établissements de santé relevant de la DSP, 114 écoles mobilisées pour la vaccination du



personnel de l'éducation nationale, quelque 35 chapiteaux aménagés au niveau des jardins citadins et les places publiques, en plus d'une cinquantaine de pharmacies. A Tamanrasset, 18 points de vaccination ont été consacrés à cette campagne à travers les différents communes de la wilaya, en plus de la mobilisation de six (6) équipes médicales mobiles, tandis qu'Adrar compte 45 points de vaccination, en plus de la mobilisation des équipes médicales mobiles pour prendre en charge (vaccination) les personnes âgées et les personnes à besoins spécifiques.

Donnant le coup d'envoi de cette campagne, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid avait insisté sur le "grand rôle" que vont jouer "les secteurs ministériels, la société civile et le partenaire social qui ont déjà contribué, chacun dans son domaine, à lutter contre la pandémie".

Il avait appelé à une "totale mobilisation" du Gouvernement et du peuple algérien pour la réussite de cette campagne de vaccination, et partant "réduire l'incidence de la pandémie et soulager les hôpitaux".

Le ministre avait mis en garde contre ce virus qui reste

"toujours redoutable", notamment après l'apparition d'autres souches, ce qui n'écarte pas la possibilité d'une quatrième vague, appelant également les personnes majeures à se faire vacciner au niveau des espaces mis à leurs dispositions à travers tout le pays, et où toutes "les conditions nécessaires y sont réunies".

Il avait aussi convié la presse nationale qu'il considère comme un "partenaire efficace" à se mettre de la partie et jouer un rôle "positif" au cours de cette campagne de vaccination, en sensibilisant le citoyen sur les risques du Coronavirus.

De son côté, le porte-parole du Comité de suivi de l'évolution de la pandémie de Coronavirus, Dr. Djamel Fourar a fait savoir que 8 millions de citoyens avaient été vaccinés depuis le début de l'année, dont 5 millions ont reçu une seule dose, soulignant que le ministère présentera quotidiennement des chiffres de la campagne nationale de la vaccination avec une évaluation générale le 11 septembre, dernier jour de cette campagne.

Le ministère de la Santé compte à travers cette campagne nationale organisée sous le thème "Big day de vaccination", vacciner le plus grand nombre de citoyens, travailleurs et écoliers, pour assurer une rentrée sociale et scolaire calme et sécurisée.

Une cartographie sanitaire a été élaborée en coordination avec les walis et walis délégués pour définir les régions concernées. Les médias contribueront, de leur côté, notamment les radios locales et la société civile pour sensibiliser les citoyens à l'importance de cette initiative.

La Protection civile a contribué en mobilisant 500 agents, tous grades confondus, médecins, infirmiers et secouristes. Les services de la Sûreté d'Alger ont également mobilisé à cette opération tous leurs staffs médicaux et paramédicaux pour vacciner les citoyens.

Neuf (9) millions de doses de vaccin anti-COVID19 ont été acquises par l'Algérie jusqu'à la fin d'août dernier, ce qui permet de vacciner près de 8 millions de personnes.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

BILAN DE LA PANDÉMIE DANS LE MONDE Plus de 4,5 millions de morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 4.560.565 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi à partir de sources officielles hier à 10H00 GMT.

Plus de 220.278.710 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Les chiffres se fondent sur les bilans communiqués quotidiennement par les autorités sanitaires de chaque pays.

Ils excluent les révisions réalisées a posteriori par certains organismes statistiques, qui concluent à un nombre bien plus important de morts.

L'OMS estime même, en prenant en compte la surmortalité directement et indirectement liée au Covid-19, que le bilan de la pandémie pourrait être deux à trois fois plus élevé que celui officiellement recensé. Une part importante



des cas les moins graves ou asymptomatiques reste aussi non détectée malgré l'intensification du dépistage dans de nombreux pays. Sur la journée de samedi, 10.417 nouveaux décès et 625.313 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec

2.914 nouveaux morts, la Russie (793) et le Brésil (692). Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 648.121 décès pour 39.906.862 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 583.362 morts et 20.877.864 cas, l'Inde avec

440.533 morts (32.988.673 cas), le Mexique avec 262.868 morts (3.420.880 cas), et le Pérou avec 198.447 morts (2.154.132 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 602 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Hongrie (311), la Bosnie (301), la Macédoine du Nord (290) la République tchèque (284) et le Monténégro (279).

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient dimanche à 10H00 GMT 1.448.903 décès pour 43.545.672 cas, l'Europe 1.258.810 décès (63.862.042 cas), l'Asie 791.698 décès (50.920.192 cas), les Etats-Unis et le Canada 675.120 décès (41.420.051 cas), l'Afrique 198.915 décès (7.903.091 cas), le Moyen-Orient 185.356 décès (12.498.759 cas), et l'Océanie 1.763 décès (128.909 cas).

ROYAUME-UNI 37.578 nouveaux cas

Le Royaume-Uni a enregistré 37.578 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre total de cas confirmés dans le pays à 6.941.611, selon les chiffres officiels publiés samedi.

Le pays a également signalé 120 décès supplémentaires liés au coronavirus, portant le nombre total de décès désormais à 133.161.

Ces chiffres ne comprennent que les décès de personnes survenues dans les 28 jours suivant leur premier test positif. Ces dernières données ont été publiées alors que l'organisme consultatif britannique sur les vaccins a annoncé que les vaccins anti-COVID-19 ne devraient pas être

recommandés pour les enfants en bonne santé âgés de 12 à 15 ans. Selon le Comité conjoint sur les vaccins et l'immunisation (JCVI), qui a fourni l'évaluation, les vaccins anti-COVID-19 ne devraient pas être recommandés aux personnes de cette tranche d'âge pour des raisons de santé uniquement. Dans le même temps, l'organisme a conseillé au gouvernement d'examiner des "questions plus larges", notamment l'impact du virus sur la scolarité.

D'après la BBC, la décision concernant les enfants en bonne santé est fondée sur les préoccupations relatives à un effet secondaire extrêmement rare du vaccin Pfizer, qui provoque une inflammation

cardiaque. "Les cas de COVID-19 sont susceptibles d'augmenter dès la réouverture des écoles en l'absence de toute restriction relative à la COVID-19, car les enfants ne sont toujours pas vaccinés et les écoles sont des environnements à forte densité et à contact élevé, avec une ventilation relativement faible et des épisodes de longue durée de contact", a expliqué le Dr Julian Tang, professeur associé honoraire à l'Université de Leicester.

Selon les derniers chiffres, plus de 88 % des personnes âgées de 16 ans et plus au Royaume-Uni ont reçu une première dose de vaccin et près de 80 % ont reçu les deux doses.

TUNISIE 14 décès et 1.811 nouvelles contaminations en 24 heures

Au total, 1.811 nouvelles contaminations par le coronavirus ont été enregistrées vendredi en Tunisie sur un total de 11.006 tests effectués, soit un taux de positivité de 16,45%, a rapporté dimanche l'agence TAP. Selon les chiffres publiés samedi par le ministère de la

santé, 14 décès supplémentaires ont été recensés à la même date.

Ainsi, le bilan est porté à 23.817 morts du coronavirus sur un total de 674.047 cas confirmés d'infection au coronavirus en Tunisie depuis le début de la pandémie en mars

2020. Par ailleurs, le ministère de la santé signale que le bilan des guérisons est porté à 636.795 guérisons après le rétablissement de 3.989 personnes vendredi.

S'agissant des hospitalisations, 40 nouvelles admissions ont été enregistrées dans les

établissements de santé publics et privés, à la même date, portant le nombre total des malades hospitalisés, atteints de la COVID-19, à 2.525 dont 487 sont dans les services de réanimation et de soins intensifs et 102 sont placés sous respirateurs artificiels.

PALESTINE 14 décès durant ces dernières 24 heures

La ministre palestinienne de la Santé, Mai Al-Kailla a fait état samedi de 14 décès, 1.585 nouveaux cas de contamination au Covid-19 et 1.080 guérisons au cours des dernières 24 heures.

Evoquant le rapport quotidien sur la situation épidémiologique du pays, la ministre Al-Kailla a déclaré que les nouveaux décès avaient été enregistrés dans la

bande de Ghaza, Tulkarem, Jénine et Naplouse, tandis que les nouveaux cas de contamination étaient répartis sur 11 gouvernorats, outre 6.842 examens effectués.

Le taux de guérison du Covid-19 en Palestine a atteint 92 %, alors que celui de mortalité est de 1,0 % du total des infections, a ajouté la ministre palestinienne.

52 malades sont en salles de soins

intensifs et 149 patients sont pris en charge au niveau des centres et services Covid-19 des hôpitaux de la Cisjordanie, dont 8 sont sous respirateurs artificiels.

En ce qui concerne les citoyens palestiniens ayant reçu des vaccins anti-Covid-19, leur nombre total en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza a atteint 1 087 037 dont 466.348 ont reçu les deux doses du vaccin.

CHINE La partie continentale ne signale aucun nouveau cas transmis localement

La partie continentale de la Chine n'a signalé samedi aucun nouveau cas de COVID-19 transmis localement, a annoncé dimanche la Commission nationale de la santé dans son rapport quotidien.

Un total de 28 nouveaux cas importés ont été enregistrés samedi, à savoir neuf à Shanghai, neuf à Yunnan, quatre au Guangdong, deux à Tianjin, deux en Mongolie intérieure, un à Beijing et un au Sichuan.

Aucun nouveau cas suspect ou décès lié à la COVID-19 n'a été rapporté samedi, a ajouté la commission.

Samedi en fin de journée, 8.450 cas importés avaient été signalés sur la partie continentale.

Parmi eux, 7.824 étaient sortis de l'hôpital après leur rétablissement, et 626 restaient hospitalisés. Aucun décès n'a été signalé parmi les cas importés. Le nombre total de cas confirmés sur la partie continentale avait atteint 95.010 samedi. Parmi eux, 876 étaient toujours hospitalisés, dont cinq dans un état grave. Au total, 89.498 patients avaient quitté l'hôpital après leur rétablissement, et 4.636 étaient décédés à la suite de la maladie sur la partie continentale.

Un total de 23 cas asymptomatiques, dont 22 cas venant de l'extérieur de la partie continentale, ont été nouvellement signalés.

Un total de 421 cas asymptomatiques, dont 380 importés, étaient en observation médicale samedi. Samedi, en fin de journée, 12.113 cas confirmés de COVID-19, dont 212 décès, avaient été signalés dans la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong, 63 cas dans la RAS de Macao et 16.013 cas, dont 837 décès, à Taiwan.

Au total, 11.802 patients atteints de la COVID-19 à Hong Kong, 60 à Macao et 13.745 à Taiwan sont sortis de l'hôpital après leur rétablissement.

BÉNIN 42.212 personnes déjà vaccinées contre la pandémie

Quelque 42.212 personnes sont déjà complètement vaccinées contre le nouveau coronavirus (COVID-19) sur l'ensemble du territoire béninois, soit 0,4% de la population, selon les chiffres sur la vaccination par pays de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), samedi à Cotonou. Selon cette même source, 120.333 doses ont été administrées, soit 1% de la population béninoise à la date du 1er septembre 2021, dans le cadre de la campagne de vaccination débutée depuis le 29 mars dernier.

Dans une déclaration à la presse, le ministre béninois de la Santé, Benjamin Hounkpatin, s'est réjoui de l'engouement observé ces derniers jours au niveau de la population béninoise vers les centres de santé, pour se faire vacciner contre la COVID-19 comparativement à leur comportement de réticence constaté depuis le lancement de la campagne de cette vaccination.

"Quand vous faites un tour dans les centres de santé, vous pouvez constater l'affluence. La tendance à la réticence est inversée. Il y a certaines personnes qui déjà à 4 heures du matin, se lèvent pour prendre place. Elles ont compris que c'est à cette seule condition, qu'elles pourront se réunir contre la COVID-19", s'est-il réjoui.

Il a ensuite invité la population béninoise à ne pas céder aux campagnes anti-vaccination sur les réseaux sociaux qui ne sont que des manipulations.

D'après les données sanitaires publiées vendredi 3 septembre par le ministère béninois de la Santé, à la date de 31 août 2021, le Bénin comptait 16.946 cas confirmés dont 4.921 cas actifs, 11.890 guéris, 135 décès.

RECHERCHE DES ORIGINES DE LA COVID-19

Aucune preuve n'indique une fuite de laboratoire

Aucune preuve concrète n'est apparue pour lier le nouveau coronavirus à un laboratoire, alors que les preuves scientifiques indiquent que la COVID-19 a des origines naturelles continuent de s'étendre, a rapporté le site d'information en ligne AlterNet. "Il n'y a aucune preuve que l'Institut de

virologie de Wuhan ait jamais eu la COVID ou un virus suffisamment similaire à celui de la COVID pour le modifier génétiquement à partir de pièces détachées", indique l'article.

"Pas une once de preuve concrète n'est apparue pour relier la COVID à un laboratoire" après une enquête de 90

jours ordonnée par le président américain Joe Biden.

Pendant ce temps, le corpus de preuves scientifiques indiquant des origines naturelles continue de s'étendre, avec de plus en plus de virus similaires au SRAS-CoV-2 découverts dans la nature, note l'article.

L'émergence de variants de

la COVID-19 de plus en plus infectieux jette un doute sur la théorie de la fuite de laboratoire, indique l'article, ajoutant que le fait que le virus puisse infecter des espèces aussi différentes que les loutres et les tigres est une preuve supplémentaire qu'il s'agit d'un virus naturel.

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE SYMPTÔMES, DIAGNOSTIC, TRAITEMENTS

Le cancer du sein métastatique est responsable de 10 000 décès chaque année en France. Le point sur les traitements et les recherches en cours avec le Dr Paul Cottu, oncologue à l'Institut Curie.

Avant d'expliquer ce qu'est un cancer du sein métastatique, il faut faire le point sur les métastases. "Lorsqu'un cancer est localisé, la tumeur n'est présente qu'au niveau de l'organe concerné (la prostate, le sein, la vessie...) et éventuellement au niveau des ganglions alentour", explique le Dr Paul Cottu, oncologue médical à l'Institut Curie. Lorsque les cellules cancéreuses sortent de cet organe et vont se loger dans d'autres organes, on parle de métastases.

Si tous les cancers ne sont pas forcément responsables de métastases, le cancer du sein est connu pour se propager dans l'organisme : "on voit alors apparaître des tumeurs plus ou moins nombreuses et plus ou moins grosses (de quelques millimètres à plusieurs dizaines de centimètres de diamètre) au niveau de l'os, du foie, du pumon, du cerveau, des ganglions et/ou de la peau - les principaux organes ciblés par les métastases du cancer du sein", explique le spécialiste. On parle alors de cancer du sein métastatique.

À savoir. Parmi les 59 000 cancers du sein diagnostiqués chaque année en France, 90 % à 95 % sont pris en charge à un stade précoce, c'est-à-dire avant l'apparition de métastases. En revanche, 5 % des cancers se présentent directement avec des métastases.

"Le cancer du sein peut aussi évoluer pour devenir métastatique : les experts estiment ainsi que 20 % à 30 % des patientes diagnostiquées d'un cancer du sein à un stade précoce développeront des métastases au cours de leur vie. "Le risque de métastases varie au fil du temps. Il est plus élevé les trois années suivant le diagnostic initial. Par la suite, ce risque diminue. Malheureusement, il n'est jamais égal à zéro. C'est la particularité du cancer du sein : même des années après, des métastases peuvent être découvertes", précise le Dr Cottu.

Le cancer du sein métastatique est potentiellement grave : il est responsable de 10 000 à 12 000 décès annuels liés au cancer du sein.

QUELS SONT SES SYMPTÔMES ?

Outre les symptômes "classiques" du cancer du sein (une "masse" palpable au niveau du sein, qui s'accompagne

parfois d'un écoulement anormal et/ou de douleurs), le cancer du sein métastatique peut entraîner des symptômes spécifiques :

En cas de métastases cérébrales, on peut observer des maux de tête, une perte d'équilibre ou des vertiges, une confusion, une perte de mémoire, des troubles de la vision, des difficultés d'élocution...

En cas de métastases osseuses, on peut observer des douleurs au niveau des os, des articulations et/ou du dos.

En cas de métastases pulmonaires, il peut être question de douleurs thoraciques, de difficultés à respirer, d'une toux sèche qui ne "passe" pas... En cas de métastases hépatiques, il peut y avoir un jaunissement de la peau et du blanc des yeux (jaunisse), des nausées, des vomissements, des démangeaisons ou des éruptions cutanées, une fatigue extrême...

COMMENT EST-IL DIAGNOSTIQUÉ ?

Au-delà de l'évaluation clinique par le médecin, le diagnostic du cancer du sein métastatique repose sur 3 piliers :

Un bilan d'imagerie (scanner, IRM, PET scan) qui permet de visualiser les organes touchés par les métastases et l'importance de ces dernières.

Un bilan biologique (prise de sangs) qui permet d'évaluer les grandes fonctions biologiques du corps (activité rénale, pulmonaire, hépatique...) afin de savoir si elles sont atteintes.

Une biopsie d'une ou de plusieurs métastases, c'est-à-dire un prélèvement de tissus tumoraux.

EN QUOI CONSISTENT LES TRAITEMENTS ?

Il n'existe pas de traitement "universel et systématique" contre le cancer du sein métastatique : lors des réunions de concertation pluridisciplinaire, les médecins évaluent ensemble tous les examens d'imagerie, les résultats biologiques, et prennent en compte les traitements antérieurs et les particularités individuelles des patientes pour définir le plan de traitement le plus adapté.

La prise en charge s'articule schématiquement autour de 3 grands axes :



Les traitements médicamenteux : chimiothérapie, thérapie ciblée, hormonothérapie...

Les traitements locaux qui ciblent spécifiquement les métastases : radiothérapie, chirurgie, radiofréquence... Il est à noter que l'Institut Curie fait partie des centres en France à opérer (sur certaines conditions très précises et individuelles) les métastases hépatiques du cancer du sein.

Les soins de support : outre l'accompagnement des aidants et l'aide au retour à l'emploi, les approches complémentaires (hypnose, sophrologie) permettent une meilleure gestion des symptômes (parmi lesquels la douleur) et du stress. Le maintien d'une activité physique adaptée est primordial, permettant aux patientes de réduire la fatigue, d'améliorer leur qualité de vie et sans doute aussi d'augmenter leur espérance de vie. Près des deux tiers des patientes qui viennent consulter les psychologues de l'Institut Curie sont ainsi des patientes atteintes de cancers métastatiques.

À savoir. Le cancer métastatique s'inscrivant dans la durée, il nécessite

un traitement à vie. L'objectif est de contrôler ou de stopper l'évolution de la maladie.

OÙ EN EST LA RECHERCHE ?

Plusieurs traitements innovants ont été mis au point au cours des dernières années pour freiner la progression du cancer du sein métastatique :

Les inhibiteurs de CDK 4 et 6 se conjuguent à l'hormonothérapie pour "bloquer" certaines enzymes impliquées dans la prolifération cellulaire, donc dans le mécanisme du cancer. À l'heure actuelle, 3 médicaments (à prendre par voie orale : ce sont des comprimés) sont commercialisés et spécifiquement utilisés contre les cancers du sein métastatiques hormono-dépendants.

L'alpérisib est aussi un médicament utilisé contre les cancers du sein métastatiques hormono-dépendants : pris par voie orale (comprimés), il bloque une mutation tumorale (qui concerne la protéine PIK3CA) et freine le développement de la tumeur.

Le durtécan cible spécifiquement les cancers du sein métastatiques asso-

ciés à une surexpression du gène tumoral HER2 ; ce médicament qui montre des résultats très intéressants est administré par voie intraveineuse (perfusion).

Le tucatinib est un médicament qui se présente sous la forme de comprimés : il est prometteur pour les patientes souffrant de cancer du sein HER2+, notamment avec des métastases cérébrales.

Le pembrolizumab n'est pas encore accessible en France : ce médicament est toutefois prometteur dans le cadre des cancers du sein métastatiques dits "triple négatif" qui représentent 10 % à 15 % des cas. Il devrait succéder à l'atezolizumab dont les résultats sont décevants.

Présenté très récemment au congrès 2020 de l'European Society for Medical Oncology (ESMO), le sacituzumab govécaner est capable de freiner la progression des métastases en cas de cancer du sein métastatique triple négatif.

Et aussi. À l'Institut Curie, de nombreuses études (cliniques et biologiques) sont en cours afin de mieux comprendre les processus métastatiques, la réponse immunitaire et les mécanismes de résistance aux traitements.

3 OUTILS À DESTINATION DES PATIENTES

Développé en collaboration avec l'Association francophone pour les soins oncologiques de support (AFSOS), le site web La vie autour permet de trouver des associations proposant des soins de support à proximité de chez soi.

Peut-on travailler lorsqu'on a un cancer du sein métastatique ? Comment se déroule une chimiothérapie ? Comment adapter l'alimentation ? Le site web et la page Facebook de PacOnco.fr (Personnalisation de l'Accompagnement du patient en Oncologie) répond à toutes les questions des patientes et de leurs proches.

Dans les Maisons Rose (à Paris et à Bordeaux), les femmes atteintes d'un cancer métastatique bénéficient d'un programme unique : groupes de parole, thérapies sportives...

UN CANCER DU SEIN AVEC MÉTASTASES GUÉRI PAR IMMUNOTHÉRAPIE

Une Américaine atteinte d'un cancer du sein métastatique qui ne répondait pas à la chimiothérapie est officiellement guérie grâce à l'immunothérapie. L'immunothérapie a démontré son efficacité dans le traitement des cancers à haut niveau de mutations somatiques : mélanome, cancer du pumon induit par le tabagisme et cancer de la vessie. Mais c'est la première fois qu'un cancer du sein métastatique est déclaré "en régression durable" après un traitement

par immunothérapie. Les résultats de cette première mondiale viennent d'être publiés dans la revue Nature.

La patiente, une Américaine de 49 ans, souffrait d'un cancer du sein métastatique qui avait atteint d'autres organes et qui ne répondait à aucun traitement, y compris la chimiothérapie et l'hormonothérapie. Le traitement a été administré dans le cadre d'un essai clinique de phase II dirigé par le Dr Steven Rosenberg, du Centre de

recherche sur le cancer (CCR) de l'Université de Richmond (Etats-Unis). Le Dr Rosenberg et son équipe ont analysé l'ADN et l'ARN de la tumeur du patient et les ont comparés à ceux de tissus normaux afin de déterminer quelles mutations génétiques étaient spécifiques à ce cancer particulier. Après le traitement, le cancer du sein complètement disparu et les tumeurs ne sont pas revenues depuis maintenant 22 mois.

CANCER DU SEIN : LE CHOLESTÉROL FAVORISE LES MÉTASTASES

D'après une nouvelle étude américaine, les femmes atteintes d'un cancer du sein qui souffrent d'hypercholestérolémie auraient un risque accru de métastases.

Le cancer du sein, c'est le cancer le plus fréquent chez la femme en France : en 2017, environ 60 000 nouveaux cas ont été diagnostiqués. Si le cancer du sein affiche un taux de survie à 5 ans rassurant (87 %), il reste responsable d'environ 12 000 décès chaque année.

Le cancer du sein peut évoluer pour devenir métastatique : cela signifie que les cellules cancéreuses se propagent dans l'organisme (on parle alors de métastases). Les experts estiment ainsi que 20 % à 30 % des patientes diagnostiquées d'un cancer du sein à un stade précoce développeront des métastases au cours de leur vie.

Selon une nouvelle étude publiée par le Duke University Medical Center (aux États-Unis) et menée sur des souris, les femmes atteintes d'un cancer du sein et souffrant d'hypercholestérolémie auraient un risque accru de développer des métastases.

Cancer du sein : le cholestérol fournit l'énergie nécessaire à la formation de métastases

"La plupart des cellules cancéreuses meurent lorsqu'elles tentent de former des métastases : c'est un processus qui exige énormément d'énergie" expliquent les chercheurs, qui ont publié leurs travaux dans la revue spécialisée Nature Communications. Or, un taux de cholestérol dans le sang anormalement élevé pourrait justement fournir l'énergie nécessaire à la formation de métastases.

"Nos travaux indiquent qu'il est essentiel de prendre en charge l'hypercholestérolémie chez les patientes souffrant de cancer du sein afin d'améliorer le pronostic de survie et d'éviter la formation d'un cancer métastatique" concluent les scientifiques.

Pour rappel, on parle d'hypercholestérolémie lorsque le taux de cholestérol total dans le sang est supérieur à 2 grammes par litre. Cela correspond généralement à un taux de cholestérol LDL (le "mauvais cholestérol") anormalement élevé.

6 SYMPTÔMES À NE PAS NÉGLIGER

Comment reconnaître les "signes d'alerte" du cancer du sein ? Voici 6 symptômes qui méritent un rendez-vous chez le gynécologue...

Le cancer du sein, c'est le cancer le plus fréquent chez la femme : en 2017, environ 60 000 nouveaux cas ont été diagnostiqués et la maladie a été responsable de 12 000 décès. Le cancer du sein est dit "de bon pronostic" : ainsi, plus de 87 % des patientes sont en vie 5 ans après le diagnostic. Le taux de mortalité a largement diminué en l'espace de 15 ans.

Cancer du sein : qui concerne-t-il ? Si toutes les femmes peuvent développer un cancer du sein au cours de leur vie, il existe quelques facteurs qui augmentent le risque : ainsi, le cancer du sein est plus fréquent entre 65 et 74 ans, chez les femmes qui fument, chez les femmes qui boivent de façon excessive, chez les femmes qui ont connu une puberté précoce et/ou une ménopause tardive, chez les femmes sédentaires et/ou en surpoids, sans oublier les antécédents familiaux et les prédispositions génétiques.

Par ailleurs, il est à noter que le cancer du sein peut aussi atteindre les hommes : 500 cas masculins sont enregistrés chaque année en France.

AUTO-EXAMEN DES SEINS : À FAIRE CHAQUE JOUR, SANS LA DOUCHE.

DÈS L'ADOLESCENCE !
Cancer du sein : comment se déroule le dépistage ? Le dépistage organisé du cancer du sein s'adresse à toutes les femmes âgées de 50 à 74 ans : en pratique, il est question de faire une mammographie (c'est-à-dire : une radiographie des seins) tous les deux ans, complétée par un examen clinique (une palpation de la poitrine) et par un entretien avec le médecin. De nombreux médecins recommandent de compléter ce dépistage organisé par une auto-palpation mammaire régulière.



Idealement pratiqué chaque jour dès l'adolescence, sous la douche ou au moment de mettre de la crème hydratante, cet "auto-examen des seins" permet de compléter les examens médicaux et de repérer une éventuelle anomalie, potentiellement responsable d'un cancer du sein.

1/6 - Une boule dans un sein

C'est "le" symptôme qui doit inquiéter puisque c'est le signe d'un cancer du sein le plus couramment observé. Généralement non-douleuruse, cette boule (qui peut être plus ou moins grosse) ne "roule" pas sous les doigts : elle semble "fixée" au sein. Elle est habituellement dure au toucher et a des contours irréguliers.

2/6 - Des ganglions durs sous le bras

En cas de cancer du sein, les ganglions axillaires peuvent sembler durs au toucher : ceux-ci se trouvent en haut du sein, presque sous

l'aisselle. Indolores, ils se présentent comme des "masses" plus ou moins grosses sous la peau.

3/6 - Un changement au niveau du sein

Un changement rapide au niveau de la couleur, de la taille et/ou de la forme du sein (en l'espace de peu de temps) peut évoquer la présence d'un cancer du sein. Ainsi, si la peau fait penser à de la "peau d'orange", si elle est rouge, enflée, si elle donne l'impression de se rétracter, si un "creux" se forme (comme une fossette), si un sein change de forme par rapport à l'autre... il est recommandé de consulter.

4/6 - Un changement au niveau du mamelon

Là encore, un changement brutal (en l'espace de quelques jours, quelques semaines, voire quelques mois) au niveau de la couleur ou de la forme du mamelon doit pousser à consulter. Il

peut, par exemple, être question d'un écoulement anormal (blanc ou rouge), d'un mamelon qui change de couleur (qui devient plus clair ou plus foncé) ou encore d'un mamelon "rentré".

5/6 - Des signes inflammatoires

Plus rare, le cancer inflammatoire du sein atteint plutôt les jeunes filles et les femmes d'origine africaine : il se caractérise par un sein chaud au toucher, plus volumineux, douloureux ou très sensible, une peau du sein plus épaisse, voire des démangeaisons mammaires.

6/6 - Les autres symptômes

Lorsqu'il s'étend, le cancer du sein peut entraîner l'apparition de symptômes plus généraux : des douleurs osseuses, une perte de poids involontaire, une perte d'appétit, des troubles respiratoires (toux qui ne "passe" pas, essoufflement...), des maux de tête, une faiblesse musculaire, des troubles de la vision...

CANCER DU SEIN : LA CHIMIOTHÉRAPIE POURRAIT ÊTRE ÉVITÉE DANS 70 % DES CAS

Selon une nouvelle étude américaine, après que la tumeur ait été enlevée du sein, la chimiothérapie ne serait nécessaire que dans 20 % des cas.

Pouvoir éviter la chimiothérapie serait une bénédiction pour des milliers de femmes atteintes d'un cancer du sein. Une nouvelle étude américaine, intitulée TAILORx, vient de montrer que jusqu'à 70 % de ces femmes pourraient éviter ce traitement douloureux aux multiples effets secondaires. Les résultats ont été présentés à la conférence annuelle sur le cancer (ASCO) qui s'est tenue à Chicago.

SEULE L'HORMONOTHÉRAPIE SUFFIRAIT

Habituellement, après l'ablation de la tumeur, de nombreuses femmes subissent une chimiothérapie combinée à un traitement hormonal afin d'empêcher tout retour éventuel du cancer. Mais l'étude TAILORx, menée sur plus de 6 500 femmes a conclu que le niveau justifiant cette combinaison pouvait être relevé sans risque. En effet, un test génétique peut être fait au moment de l'opération afin de prédire les risques de récurrences. Ce test, appelé Oncotype Dx (et coûtant 3 000 euros en France) donne un score entre 0 et 100.

Jusqu'à maintenant, la chimiothérapie était fortement conseillée avec un résultat supérieur à 25, et en dessous de 10 elle ne l'était pas. Mais alors que faire, lorsque le résultat se trouve entre 10 et 25 ?

C'est là que l'étude intervient. Les femmes ont été séparées en 2 groupes l'un recevant seulement l'hormonothérapie, le second recevant la chimiothérapie et l'hormonothérapie. Les chercheurs ont constaté que 83,3 % des femmes sous hormonothérapie et 84,3 % traitées classiquement n'avaient pas vu la maladie évoluer. Dans les deux groupes 89 % des femmes avaient survécu à la maladie.

UN « RECALIBRAGE » DU TEST GÉNÉTIQUE

Plus précisément, chez les femmes de plus de 50 ans (dont le risque de récurrence est plus faible), la chimiothérapie est inutile pour un score compris entre 0 et 25. De même pour les femmes de moins de 50 ans avec un score entre 0 et 15. En revanche, lorsqu'il est supérieur à 15, la chimiothérapie est nécessaire. Suite à ce « recalibrage » du test génétique, les chercheurs ont donc estimé que la chimiothérapie ne se justifiait pas dans 70 % des cas de cancer du sein.



GUINÉE

Tirs nourris dans le centre de Conakry, des militaires dans les rues

Des tirs nourris d'armes automatiques ont retenti dimanche matin dans le centre de Conakry, capitale de la Guinée, et de nombreux soldats étaient visibles dans les rues, ont rapporté les médias.

Aucune explication n'était disponible dans un premier temps sur les raisons de cet accès de tension sur la presqu'île de Kaloum, centre de Conakry, où siègent la présidence, les institutions et les bureaux d'affaires.

Les autorités sont restées jusqu'alors silencieuses sur la situation. Selon des habitants à Kaloum, de nombreux soldats ont appelé les résidents de rentrer chez eux et de ne pas en sortir.

CENTRAFRIQUE

Les élections municipales auront lieu en avril 2022

Les élections municipales en Centrafrique seront organisées à compter du 3 avril 2022, permettant aux citoyens centrafricains de choisir eux-mêmes leurs maires pour la première fois, a annoncé vendredi l'Autorité nationale des élections (ANE).

Depuis des décennies, les maires ont été désignés par décrets du président de la République, faisant d'eux des présidents de délégations spéciales, a fait savoir Mathias-Barthélemy Morouba, président de l'ANE.

Mais avant d'en arriver à ce résultat, M. Morouba a rappelé qu'une nouvelle loi avait reconsidéré les préfectures du pays, passées de seize à vingt.

Il pourrait s'en suivre la détermination des nouvelles municipalités, susceptibles d'augmenter. Il est également question de prendre en compte les jeunes ayant atteint l'âge de voter, y compris déplacés et réfugiés qui seraient de retour dans leurs lieux de résidence d'avant la crise, a-t-il indiqué. M. Morouba a par ailleurs mis en exergue la détermination de permettre aux électeurs de choisir leurs élus municipaux.

CAP VERT

Le président capverdien défend le pari sur le tourisme en Afrique

Le président capverdien Jorge Carlos Fonseca a estimé jeudi que le marché touristique africain pourrait être "important et très rentable" s'il était correctement exploité.

S'exprimant à l'ouverture de la 64^e réunion de la Commission régionale africaine de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) sur l'île de Sal, il a défendu un changement d'approche du tourisme en Afrique et la nécessité d'explorer le tourisme intra-africain.

"Nous travaillons dur pour attirer les Européens, les Asiatiques, les Américains, etc., et il n'y a aucun mal à cela, mais peu ou rien n'a été fait pour explorer l'Afrique en tant que continent émetteur.

Il me semble que le marché africain peut être un marché important et très rentable", a assuré M. Fonseca.

Saluant l'initiative "Rebranding of Africa" lancée pour changer l'image du continent, il a souligné qu'elle n'aura de sens que si elle est capable de contribuer à l'augmentation significative du poids du continent dans le tourisme mondial.

Pour sa part, le secrétaire général de l'OMT, Zourab Pololikachvili, a indiqué que l'objectif était de transformer l'Afrique en une nouvelle destination touristique plus attractive dans le monde.

Selon lui, le tourisme en Afrique n'est pas nouveau, mais le secteur a changé, les gens ont changé et la façon de voyager a également changé.

"Nous essayons de transformer l'Afrique en une nouvelle destination touristique plus attractive", a-t-il exhorté. L'agenda de travail de cette réunion comprend également la tenue de deux ateliers : "Innovation et marketing numérique - Moteurs de l'innovation et de l'analyse pour accélérer la croissance du tourisme" et "Préparation à l'investissement des entreprises africaines".

APS

SAHARA OCCIDENTAL - MAROC Inclusion du Sahara occidental dans les élections marocaines: un ministre sahraoui dénonce la violation par Rabat du droit international

Le ministre sahraoui des territoires occupés et des communautés, Mohamed El Ouali Akik a affirmé, samedi, que l'intention du Maroc d'organiser des élections au Sahara Occidental occupé constituait une "violation du droit international" et une "pratique coloniale désespérée" imposée par la logique de la force, de l'oppression et de l'intimidation.

Dans une déclaration à l'APS, M. Mohamed El Ouali Akik a précisé que ces élections devant se tenir dans les territoires occupés sont en contradiction avec le droit international et les principes de légalité internationale qui classent le Sahara occidental en tête des questions de décolonisation.

Le peuple sahraoui attend de voir les Nations Unies "honorer leurs engagements et lui permettre d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance, à travers un référendum libre et démocratique, et non pas de fermer les yeux sur des pratiques coloniales désespérées imposées par la logique de la force, de l'oppression et de l'intimidation", a-t-il déclaré.

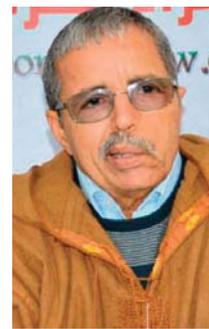
La tenue de ces élections "ne changera rien à la nature de la question, ni à la détermination du peuple sahraoui et à ses moyens de résistance pour arracher ses droits légitimes", a-t-il soutenu.

Le responsable sahraoui a qualifié les pratiques marocaines d'"insidieuses et d'actes insensés et provocateurs qui confirment l'entêtement et l'acharnement du Maroc à exacerber les tensions et à exporter les crises".

Il a salué, par ailleurs, la position de l'Union africaine (UA) qui a refusé l'envoi d'observateurs à ces élections, "mettant à nu les tentatives de l'occupant marocain de conférer une légitimité à une assertion mensongère".

L'UA avait opposé un refus à la demande du Maroc d'envoyer des observateurs pour surveiller le déroulement des élections législatives du 8 septembre qui devaient inclure illégalement les territoires sahraouis occupés, a-t-on appris vendredi de sources concordantes.

L'UA a validé la position de la République arabe sahraoui démocratique (RASD) soutenant l'illégalité de l'opé-



ration électorale marocaine, étendue aux territoires sahraouis occupés.

Il s'agit d'un cinglant désaveu pour Rabat qui voulait impliquer les citoyens sahraouis dans un processus électoral qui ne les concerne pas, organisé par une force d'occupation militaire dont le registre est rempli de violation s des droits humains fondamentaux.

Le 18 août, le Président sahraoui, Brahim Ghali, avait appelé le SG de l'ONU à intervenir afin d'empêcher le Maroc d'inclure le Sahara

Occidental occupé dans ces élections législatives et à mettre un terme à toutes les activités illégales menées par Rabat dans ces territoires.

Dans une missive au Chef de l'ONU, le Président sahraoui avait fermement rejeté "le processus illégal", préparant la tenue de ces élections dans les territoires occupés.

C'est "une violation flagrante du statut légal du Sahara occidental, un territoire en attente de décolonisation sous la responsabilité des Nations unies", avait-il écrit dans sa lettre au SG de l'ONU.

Inscrit depuis 1966 à la liste des territoires non autonomes, et donc éligible à l'application de la résolution 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU portant déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux, le Sahara occidental est la dernière colonie en Afrique, occupé depuis 1975 par le Maroc, soutenu par la France.

LIBYE

Les élections en Libye, un impératif pour la stabilité du pays (ambassadeur US)

L'ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli, Richard Norland, a estimé vendredi que la stabilité en Libye passe par l'impératif de tenir les élections générales à leur date prévue, en décembre prochain. "Les Libyens ne veulent pas voir resurgir le spectre de la guerre civile, et le rétablissement de la stabilité passe impérativement par la tenue des élections en décembre comme prévu", a déclaré l'ambassadeur américain en Libye dans un tweet, en réaction aux violents affrontements armés qui ont eu lieu vendredi dans le sud de la capitale

Tripoli. "Les dirigeants politiques ont la responsabilité de se mettre immédiatement d'accord sur une solution de compromis qui permettra à cette échéance électorale de se tenir en temps voulu", a insisté Richard Norland notant que son pays "soutiendra ce processus". L'ambassadeur des Etats-Unis à Tripoli avait salué jeudi dernier, dans un tweet, les résultats de la réunion ministérielle des pays voisins de la Libye, tenue lundi et mardi derniers à Alger, y voyant "une étape importante en faveur de la stabilité régionale". "Les Etats-

Unis réitérent également ent leur appel au retrait de toutes les forces et combattants étrangers de Libye" et à "la tenue d'élections générales comme prévu le 24 décembre", avait souligné la mission diplomatique.

La réunion ministérielle des pays voisins de la Libye, tenue lundi et mardi à Alger, avait pour objectif d'aider les Libyens à parachever le processus de réconciliation nationale à travers, notamment la tenue, dans les délais, des élections générales prévues le 24 décembre 2021.

MALI

Trois syndicats de la santé annoncent une grève de 72 heures

Trois syndicats de la santé ont annoncé une grève de 72 heures à partir du lundi, reconductible du 13 au 16 septembre courant pour contester la mutation d'un chef syndicaliste, selon des médias. Le syndicat national de la santé de l'Action sociale et de la Promotion de la famille (SNS-AS-PF), le syndicat autonome des Cadres médicaux (SYNACAM) et le syndicat national des Travailleurs des hôpitaux et des Structures sanitaires

(SYNATRASS) au CHU du Point G ont annoncé, samedi, leur décision d'entamer une grève de 72 heures à partir du lundi, reconductible du 13 au 16 septembre courant pour exiger l'abrogation du décret de mutation de Fousseyni Coulibaly secrétaire général du syndicat de l'établissement du Point G. Fousseyni Coulibaly a été affecté avril dernier, a indiqué Drissa Traoré, membre du Bureau du Comité Syndical du CHU du Point

G. Les syndicats qualifient cette décision du directeur de l'hôpital de "violation de la liberté syndicale".

"Les différents signataires de ce préavis de grève ont rencontré le ministre de la Santé et du Développement social trois semaines après sa nomination pour échanger avec lui sur le retour de notre camarade (...) depuis nous n'avons pas eu de suite", regrette Drissa Traoré, membre du Comité Syndical de

l'Hôpital. " Fousseyni Coulibaly pour lequel, les différents syndicats veulent faire la grève a été suspendu du Bureau du Point G pour une durée de 5 ans depuis décembre 2018", a affirmé le porte-parole du Collectif des travailleurs de l'hôpital Gabriel Touré.

Les services de garde, les patients hospitalisés, le service minimum ne seront pas affectés, a rassuré Losseny Bengaly, secrétaire général du CHU.

SYRIE

Lafarge accusé de crimes en Syrie: décision attendue de la justice française

La justice française se prononce mardi sur les différents pourvois déposés dans l'enquête sur les activités du cimentier français Lafarge en Syrie jusqu'en 2014, et en particulier sur l'annulation de sa mise en examen pour "complicité de crimes contre l'humanité".

La Cour de cassation, plus haute juridiction de l'ordre judiciaire français, devait initialement rendre ses décisions sur six pourvois au total mi-juillet. Mais elle les avait finalement reportées au 7 septembre.

D'un côté, l'ONG Sherpa, le Centre européen pour les droits constitutionnels et les droits de l'Homme (ECCHR) ainsi que onze anciens salariés de Lafarge en Syrie, contestent depuis novembre 2019 l'annulation par la chambre de l'instruction de la cour d'appel de Paris de la mise en examen du groupe pour cette très lourde qualification pénale.

Les associations se lèvent aussi contre le rejet de leurs constitutions de parties civiles, qui les empêche d'avoir accès au dossier, de demander des actes d'enquête aux juges d'instruction et d'espérer une indemnisation en cas de condamnation.

De l'autre, le cimentier, qui reste mis en examen pour "financement d'une



entreprise terroriste", "mise en danger de la vie d'autrui" et "violation d'un embargo", et deux anciens responsables du groupe, l'ex-directeur Sécurité de l'entreprise Jean-Claude Veillard et un des ex-directeurs de la filiale syrienne, Frédéric Jolibois, se sont pourvus contre l'ensemble des poursuites à leur encontre.

Dans cette information judiciaire ouverte en juin 2017, Lafarge SA est soupçonné d'avoir versé en 2013 et 2014, via sa filiale

Lafarge Cement Syria (LCS), près de 13 millions d'euros à des groupes terroristes, dont l'EI, et à des intermédiaires, afin de maintenir l'activité de son site en Syrie alors que le pays s'enfonçait dans la guerre. Le groupe est également suspecté d'avoir vendu du ciment de l'usine à l'EI et d'avoir payé des intermédiaires pour s'approvisionner en matières premières auprès de factions terroristes.

L'avocat général a préconisé le rejet du pourvoi

des ONG et des parties civiles, estimant que l'utilisation des sommes versées à l'EI, qui aurait pu constituer l'élément matériel de la complicité, "demeurerait indéterminée".

En revanche, il a estimé que la société "ne pouvait ignorer le caractère terroriste des organisations bénéficiaires des versements", proposant aussi le rejet du pourvoi de Lafarge contre sa mise en examen pour "financement d'une entreprise terroriste".

ARABIE SAOUDITE

Interception de missiles et drones tirés du Yémen

Les autorités saoudiennes ont annoncé samedi avoir intercepté deux missiles balistiques tirés depuis le Yémen voisin et visant la province orientale et Najran dans le sud.

"Deux attaques de missiles balistiques ont été interceptées, ainsi que trois drones piégés", a déclaré la coalition sous commandement saoudien au Yémen, cité par l'agence AFP.

Selon la télévision publique El-Ekhbariya, qui a également fait état de cette interception, la coalition s'est engagée à prendre des "mesures strictes" pour protéger les civils.

Aucune victime n'a été signalée, mais cette attaque intervient quatre jours après deux frappes de drones contre l'aéroport international d'Abha (sud), qui ont fait huit blessés et ont été attribuées aux éléments du mouvement Ansarullah (Houthis) par les médias officiels saoudiens.

Elle survient également quelques heures avant la prise de fonctions dimanche du nouvel envoyé des Nations unies pour le Yémen, Hans Grundberg.

PAKISTAN

Trois morts dans un attentat suicide près de la frontière afghane

Un kamikaze à moto s'est fait exploser dimanche à Quetta, dans le sud-ouest du Pakistan, tuant au moins trois paramilitaires pakistanais, a annoncé la police.

Le kamikaze a pris pour cible des membres des Frontier Corps dans le quartier de Mian Ghundi de la ville, située près de la frontière afghane, au moment où des marchands étaient en train de vendre des légumes.

Vingt personnes, dont des civils, ont été blessées dans l'explosion, a précisé un haut responsable de la police, Azhar Akram.

Un porte-parole de la section antiterroriste de la police pakistanaise a confirmé le bilan de l'attaque.

Les paramilitaires chargés de surveiller et contrôler la frontière afghano-pakistanaise essuient depuis plusieurs années des attaques dans cette région du Balouchistan où sévissent des militants séparatistes réclamant davantage d'autonomie.

IRAK

Treize policiers tués dans une attaque de "Daech" dans le nord du pays

Treize membres de la police fédérale irakienne ont été tués lors d'une attaque perpétrée par le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (EI/Daech) contre leur point de contrôle près de Kirkouk (nord), dans la nuit de samedi à dimanche, ont indiqué des sources médicale et sécuritaire.

Dans cette région vallonnée et peu habitée, les terroristes ont intensifié leurs attaques contre l'armée et la police irakiennes depuis le début de l'été.

"Des membres de l'organisation Daech ont visé un poste de contrôle de la police fédérale", a déclaré un officier supérieur de la police fédérale.

L'offensive a débuté "peu avant minuit et a duré plusieurs heures", a-t-il précisé.

"Il y a 13 morts et trois blessés" du côté des forces de sécurité, selon cet officier.

Ce bilan a été confirmé par une source médicale de la ville de Kirkouk, à 65 km au nord d'Al

Rashad, la zone où s'est déroulée l'attaque.

Il s'agit d'une des offensives les plus meurtrières contre les forces de sécurité depuis le début de l'année. Selon l'officier supérieur de la police fédérale, "les cellules de l'organisation (l'EI, NDLR) sont actives dans la région autour de Kirkouk en raison de l'absence d'appui aérien et du manque de soutien militaire".

ETATS UNIS

Le FBI signale le plus haut niveau de crimes raciaux aux Etats-Unis en 12 ans (média)

Un récent rapport a montré que les crimes de haine aux Etats-Unis avaient atteint leur plus haut niveau en 12 ans, principalement en raison d'une recrudescence des agressions contre les Noirs et les Américains d'origine asiatique, a rapporté le journal The Guardian.

Le rapport, compilé par le FBI, a indiqué qu'il y avait eu 7759 crimes de haine raciale identifiés en 2020, ce qui représente une augmentation de 6% par rapport à 2019 et le nombre le plus élevé depuis 2008.

Les données, soumises au FBI par plus de 15.000 services de police d'Etat et locaux, ont montré qu'en 2020, les agressions contre les Noirs étaient passées de 1.930 à 2.755, soit une augmentation de 40% par rapport à 2019, tandis que les agressions contre les Asiatiques étaient passées de 158 à 274, soit

une augmentation de 70%. Sur 6.576 délinquants enregistrés, 55% étaient blancs, 20% noirs, 16% inconnus, 6% d'ethnies diverses et 1% asiatiques, selon le rapport.

Dans le même temps, les crimes de haine anti-musulmans et anti-juifs ont respectivement diminué de 42% et 30%.

Le procureur général américain Merrick Garland a déclaré dans un communiqué que le rapport du FBI sur les statistiques des crimes de haine pour 2020 "démontre le besoin urgent d'une réponse globale".

De nombreux militants et législateurs pensent que le nombre réel de crimes de haine est plus important que celui signalé, arguant que la police locale est mal formée pour identifier et classer ces crimes et manque de ressources et d'intérêt.

MALAISIE

L'ex-PM Muhyiddin Yassin nommé chef du conseil de relance post-Covid

L'ancien Premier ministre malaisien Muhyiddin Yassin a été nommé à la tête du Conseil national de la relance post-Covid, quelques semaines après avoir quitté le pouvoir, a annoncé samedi le gouvernement.

Muhyiddin Yassin avait quitté la tête du gouvernement le mois dernier, après de vives critiques contre sa gestion de la pandémie de Covid-19.

Mais le conseil des ministres l'a nommé président du Conseil de la relance et ministre, a annoncé le secrétaire général du gouverne-

ment Mohamad Zuki Ali. L'ex-Premier ministre, qui a dirigé le pays durant 17 mois, va "diriger la stratégie de relance du pays pour obtenir les meilleurs résultats économiques et faire revenir notre peuple à une vie normale", dans un pays durement frappé par le coronavirus.

La Malaisie a recensé plus de 1,8 million d'infections au Covid-19 depuis le début de la pandémie.

Quelque 20.000 nouveaux cas et des centaines de nouveaux décès sont signalés chaque jour actuellement.

ALGÉRIE - ETATS UNIS

La propriété intellectuelle au centre de discussions algéro-américaines

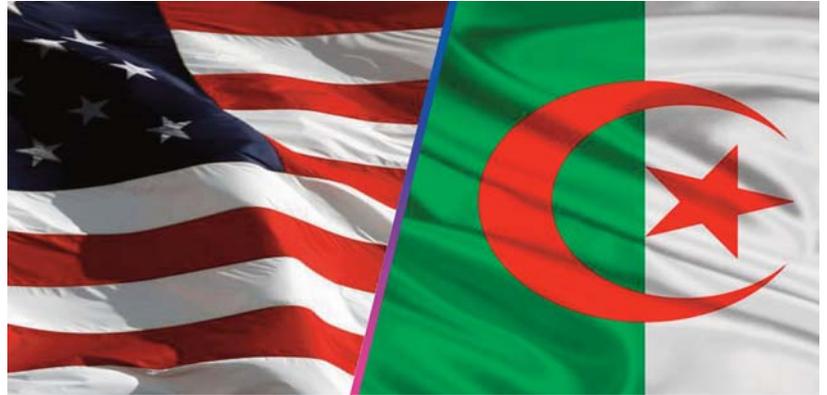
L'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA) a pris part, par visioconférence, à des discussions sur la propriété intellectuelle, organisées par l'Office des brevets et des marques des Etats-Unis d'Amérique (USPTO) et l'ambassade des Etats-Unis en Algérie, a annoncé, samedi, l'ONDA dans un communiqué.

"La rencontre a vu la participation de plusieurs établissements et représentants d'instances officielles, notamment du ministère de la Justice, de celui du Commerce, de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI)", a précisé l'ONDA dans le communiqué publié sur sa page Facebook.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre des échanges et de la coopération extérieure consacrée à "la mise en exergue du rôle de chaque instance et établissement dans l'applica-

tion et la consécration sur le terrain du droit de propriété intellectuelle", a-t-on souligné.

Au terme des interventions et exposés des participants sur leurs propres expériences en matière de propriété intellectuelle, toutes les parties ont convenu de la nécessité de soutenir la formation et l'échange entre les institutions souveraines (ministère de la Justice et celui du Commerce), les instances sécuritaires (DGSN, Gendarmerie nationale) et les établissements qui veillent sur la consécration de la propriété intellectuelle à l'image de l'ONDA".



THÉÂTRE

L'artiste Belfadal désigné directeur de l'annexe algérienne du théâtre national palestinien "kanaane"

Le théâtre national palestinien "Kanaane" vient de désigner le metteur en scène algérien Belfadal Sidi Mohamed à la tête de l'annexe de cet établissement artistique en Algérie, a-t-on appris samedi de cet artiste.

Cette nomination fait suite à la décision du Conseil d'administration de cet établissement artistique qui active à Gaza et compte ouvrir plusieurs annexes dans le monde arabe, selon la même source. Belfadal Sidi Mohamed fait partie de



l'association culturelle "Amel" d'Oran.

Il a, à son actif, la mise en scène de plusieurs pièces de théâtre et des films courts métrages. Le théâtre

"Kanaane", agréé par le ministère palestinien de la culture, a décidé de charger l'artiste algérien de le représenter en Algérie et de représenter son annexe

dans les manifestations dans les pays arabes, ajoute-t-on.

Ce théâtre vise à travers ses annexes d'encourager les jeunes talents par le biais du renforcement des relations entre réalisateurs et les jeunes comédiens et le montage de spectacles comme il œuvre à diffuser la culture et la civilisation palestinienne à travers le monde. Ce théâtre s'apprête enfin à lancer la première édition des Journées arabes du théâtre de jeunes en Maurétanie.

CINÉMA

Le Festival de Louxor du film africain lance un appel à candidature

Le Festival du film africain de Louxor (Egypte), a lancé vendredi un appel à candidature aux cinéastes africains pour soumettre leurs productions à la sélection de la 11e édition qui se déroulera du 4 au 10 mars 2022, annoncent les organisateurs. L'équipe de cette 11e édition a annoncé vendredi l'ouverture des candidatures aux cinéastes du continent dans les catégories du court et du long métrage de fiction et des longs métrages documentaires. Le Festival du

film africain de Louxor prévoit également cette année un hommage au cinéma ougandais qui connaît un "grand développement de son industrie et une diffusion notable à l'étranger" ces dernières années. Le Festival du film africain de Louxor a été créé en 2011 à l'initiative de la Fondation des artistes indépendants, un regroupement de jeunes cinéastes égyptiens qui se sont organisés pour mettre en place un cadre autonome dédié au cinéma africain. Depuis sa

création, de nombreux films algériens ont été sélectionnés en compétition de ce festival dont certains ont été primés à l'image du court métrage "Mollement un samedi matin" de Sofia Djama en 2013, "Les terrasses" de Merzak Allouache et "El oued el oued" de Abdennour Zahzah en 2014, le documentaire "Fi Rassi rond-point" (Dans ma tête un rond-point) de Hassan Ferhani en 2016 ou encore "Kindil El Bahr" du réalisateur franco-algérien Damien Ounouri en 2017.

PHOTOJOURNALISME

Un photographe anonyme birman reçoit le Visa d'or News

Le festival international de photojournalisme Visa pour l'image a remis samedi à Perpignan (sud de la France) le Visa d'or News à un photographe resté anonyme pour des raisons de sécurité, récompensant son travail sur la "révolution du printemps" en Birmanie.

"Quand j'ai appris qu'un coup d'Etat venait d'avoir lieu en Birmanie le 1er février,

c'était une évidence de faire appel à lui, c'est probablement le meilleur photographe dans le pays", indique Mikko Takkunen du New York Times, venu récupérer le prix à sa place, cité par l'agence AFP.

"Garder l'anonymat d'un photographe n'est pas une décision que nous prenons à la légère, et elle est toujours liée à la sécurité de nos collaborateurs qui est notre priorité",

insiste ce responsable photo pour l'Asie au New York Times qui collabore avec le photographe birman depuis des années.

Les photos de l'exposition dépeignent des civils, parfois "armés" de lance-pierres, face à des militaires tirant à balles réelles.

Le photographe s'attarde aussi sur les blessés ou les familles endeuillées dans un

pays en proie au chaos depuis que la junte a renversé le gouvernement d'Aung San Suu Kyi.

La répression sanglante contre les manifestants a fait plus de 1.000 morts, dont plusieurs dizaines de mineurs ces derniers mois.

Les trois autres nominés étaient le Grec Angelos Tzortzinis (AFP) pour son reportage sur les derniers jours du camp de réfugiés de Moria, à

Lesbos, l'Américaine Erin Schaff (The New York Times) pour ses clichés sur l'invasion du Capitole à Washington en janvier, et enfin l'Indien Danish Siddiqui (Reuters) pour sa couverture de la crise sanitaire dans son pays.

Ce dernier a été tué en juillet alors qu'il couvrait les combats entre talibans et forces afghanes.

ARCHÉOLOGIE

La Norvège saisit une centaine d'objets archéologiques réclamés par l'Irak (police)

La police norvégienne a annoncé vendredi avoir saisi chez un collectionneur près de 100 objets archéologiques mésopotamiens réclamés par l'Irak. "La saisie



porte sur ce que l'on présume être des tablettes cunéiformes (l'écriture la plus vieille au monde, ndlr) et d'autres objets archéologiques de Mésopotamie, l'Irak d'aujourd'hui, ... considérés comme importants pour le patrimoine culturel historique mondial", a indiqué la police dans un communiqué.

Les objets ont été saisis au cours d'une perquisition chez un collectionneur dans le sud-est de la Norvège. Ils font l'objet d'une demande de restitution de la part des autorités irakiennes auprès du ministère norvégien de la Culture. "Une procédure de restitution a été entamée, mais une expertise doit d'abord être effectuée pour déterminer l'origine et l'authenticité de ces objets et les autorités irakiennes doivent documenter leur demande", a déclaré la procureure Maria Bache Dahl.

Le collectionneur conteste la demande irakienne, a-t-elle dit, précisant qu'il n'avait pas le statut de suspect et n'avait pas été arrêté.

L'Irak, qui a foulé Sumériens, Assyriens et Babyloniens, est une terre de choix pour les contrebandiers. Selon une source gouvernementale irakienne, le trafic alimente les réseaux criminels dans un pays où les groupes armés.

Lorsqu'il occupait de larges pans du territoire irakien entre 2014 et 2017, le groupe terroriste autoproclamé "Etat islamique" (Daech) a, lui, saccagé des dizaines de trésors pré-islamiques au bulldozer, à la pioche ou à l'explosif, mais aussi pratiqué la contrebande pour se financer.

ALGÉRIE TÉLÉCOM

Mise en service de 15 nouvelles stations 4G LTE à M'sila

Quinze (15) nouvelles stations 4G LTE ont été mises en service dans des zones éloignées de la wilaya de M'sila, a indiqué, dimanche le responsable de la communication auprès de la direction locale d'Algérie télécom (AT).

Ces stations s'ajoutent à 65 équipements similaires déjà opérationnels dans diverses localités et communes de la wilaya, a souligné, Abdelhakim Baâdji, indiquant que cette technologie moderne permet d'améliorer les prestations téléphoniques en mode fixe et offre un meilleur accès à l'internet à haut débit aux abonnés des zones enclavées.

Des efforts sont déployés localement dans le cadre de la généralisation de ce service à travers le territoire de la wilaya, d'autant que le 4G LTE suscite un engouement particulier auprès des clients d'Algérie télécom à M'sila, a-t-on rappelé de même source.



LOGICIELS D'ESPIONNAGE

Pegasus n'est pas le premier logiciel espion utilisé par le Maroc (enquête)

Le logiciel espion israélien Pegasus, utilisé par les autorités marocaines, n'est pas le premier outil technologique du genre à avoir été employé par le Maroc qui, depuis 2009 déjà a opté pour des logiciels espions français et italiens, révèle une enquête du site Orient XXI.

"Pegasus ne représente que le dernier outil en date utilisé pour museler la presse indépendante et plus généralement la société civile.

Certains, à l'image de Maâti Monjib, Omar Radi, Fouad Abdelmoumni, ou encore Aboubakr Jamaï ont appris avoir été ciblés par Pegasus en 2019 lors des révélations du Citizen Lab de l'université de Toronto.

D'autres ont été avertis en juillet 2021 lors de la publication du

Projet Pegasus comme Taoufik Bouachrine, Souleimane Raissouni, Maria Moukrim, Hicham Mansouri, Ali Amar, Omar Brouksy", indique le site spécialisé dans le monde arabe, Orient XXI.

"Ce n'est pas la première fois que le Maroc achète ce type d'outils, avec la bénédiction d'Etats peu regardants de l'utilisation qui en est faite.

L'Italie a permis l'exportation des différents logiciels espions de la société Hacking Team qui proposaient une surveillance similaire à ce que permet aujourd'hui Pegasus.

Des documents internes ont révélé que le royaume a dépensé plus de trois millions d'euros à travers deux contrats en 2009 et 2012 pour s'en équiper", indique

l'article. "L'Etat français (...) a également estimé qu'un outil de surveillance massive du web serait entre de bonnes mains (celles de Mohammed VI) au Maroc", ajoute-t-il.

"La société Amesys/Nexa Technologies, dont quatre dirigeants sont actuellement poursuivis pour complicité d'acte de torture en Egypte et en Libye a également vendu son logiciel de deep package inspection nommé Eagle.

Au Maroc, le contrat révélé par le site reflect.info et surnommé Popcorn, se chiffre à un montant de 2,7 millions d'euros pour deux années d'utilisation", révèle l'enquête.

"Pour les Etats européens, ces contrats permettent également de sceller des accords de collabo-

ration avec les services de renseignement marocains bénéficiant de ces outils.

L'Etat marocain est libre dans l'utilisation qu'il en fait, mais en échange il fournit à Paris les informations dignes d'intérêt, notamment en matière terroriste comme lors de la traque d'Abdelhamid Abaaoud, terroriste d'origine belge et marocaine qui a dirigé le commando du Bataclan", précise le site.

Pour Fouad Abdelmoumni, économiste marocain et militant des droits humains, "les logiciels Pegasus et Amesys représentent la suite plus sophistiquée de la ligne sous écoute et de l'ouverture du courrier d'antan.

Hassan II comme son successeur et fils Mohamed VI ont toujours eu recours à la surveillance

massive". "Lorsque Mohamed VI succède à son père en 1999, le nouveau roi n'a de cesse de s'attaquer à la presse et aux militants", signale le site. En juillet dernier, le scandale du logiciel Pegasus a été révélé par plusieurs médias sur la base d'un travail mené par Forbidden Stories et Amnesty International, grâce à Citizen Lab de l'université de Toronto, qui ont eu accès à une liste de téléphones espionnés, à travers le monde par ce logiciel mis au point par la société israélienne NSO Group. Le Maroc, l'un des pays utilisant ce logiciel ont espionné des personnes sur son territoire mais également à l'étranger. L'Algérie figure parmi les pays ciblés par les services marocains à travers ce logiciel.

APS

PUBLICITÉ

ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'AIN TEMOUCHENT
DAIRA D'EL MALAH
COMMUNE de TERGA
MF : 096246089027613

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de TERGA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre national ouvert Avec exigence de capacités minimale N° 02/2021 du 02/08/2021.

Qu'a l'issue de la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres le 26/08/2021 Le projet sont attribué provisoirement aux entreprises suivantes

N°	Projet	Entreprise	Montant	Délai	Observation
02	Travaux d'aménagement et revêtement en BB de la voirie urbaine de la cite 90 Logts à Terga	HAMMADA KOUIDER -BOUZEJAR-	18.847.517,00 DA (Après Correction)	08 Mois	Offre Moins Disante

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commissions des marchés de L'APC de TERGA dans un délai de (10) dix jours à compter du premier affichage du présent avis conformément aux dispositions de l'article B2 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

Pour les autres soumissionnaires intéressés, sont invités de se rapprocher auprès du service contractant au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

DK NEWS

Anep : 2131006566 du 06/09/2021

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville

Direction des Equipements Publics .

de la Wilaya de Mila

Numéro d'identification fiscale : 000143019003555

N° Tel : 031 42 90 93 Fax : 031 42 90 83

I' Avis annulation de procédure

La Direction des Equipements Publics de la wilaya de Mila informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimal N° : 06/2019 paru au BOMOP et aux quotidiens

* CLASSICO SPORT le : 04/07/2019 en Arabe.

* DK NEWS le : 08/07/2019 en français

Relatif à :

Réalisation d'un centre des impôts Type 03 à Mila.

Est annulée

DK NEWS

Anep : 2125003650 du 06/09/2021

JEUX PARALYMPHIQUES - 2020

HANDI-BASKET

Les USA (messieurs) et les Pays-Bas (dames) sacrés champions paralympiques

Les sélections de handi-basket des USA (messieurs) et des Pays-Bas (dames) ont été sacrées championnes paralympiques-2020, en battant respectivement, le Japon 64-60, mi-temps (32-27) et la Chine 50-31, mi-temps (21-24), en finales jouées dimanche à quelques heures de la cérémonie de clôture de la 16e édition des Jeux paralympiques, après 13 jours de compétition.



Dans un match très équilibré, les Américains, champions paralympiques en titre, ont peiné avant de battre une équipe japonaise très compacte et qui a tenu tête à l'adversaire surtout au 1er quart de jeu (18-18).

Au fil des quatre périodes, les Japonais, ges à Rio en 2016, ont beaucoup gênés leurs vis-à-vis, tout au long des quatre quarts de jeu (18-18, 14-9, 13-19, 19-14), avant de s'incliner par un écart à deux paniers (64-60).

En demi-finale, les USA avaient éliminés l'Espagne (66-52) et le Japon s'est qualifié face à l'Angleterre (79-88).

La médaille de bronze chez les messieurs est revenue à l'Angleterre vainqueur de l'Espagne (68-58).

L'Algérie, quant à elle, avait terminé en 12e et dernière position derrière la Colombie qui l'avait battu (70-47).

Chez les dames, les Pays-Bas sont devenus les nouveaux champions paralympiques, en battant en finale, la Chine, 6e des derniers JP, sur le score de 50 à 31, dans un match très équilibré.

Les médaillées de bronze néerlandaises à Rio en 2016, se sont ressaisies dès le second quart, après avoir perdu le premier (12-9).

Par la suite, elles avaient rien lâché, gagnant les trois quarts restants: 12-2, 12-6 et 17-

11. Lors de la demi-finale, les Pays-Bas avait écarté l'Allemagne, médaillée d'argent à Rio, sur le score de (52-42), et la Chine en a fait de même face aux championnes

en, les USA (41-36). La sélection algérienne a clôturé sa participation en 10e et dernière position, après sa défaite face à l'Australie (32-71).

MESSIEURS:

FINALE : USA - Japon (64-60)
BRONZE : Espagne - Angleterre (52-66)

1/2 FINALES:

Japon - Angleterre (79-68)

USA - Espagne (66-52)

QUARTS DE FINALE:

USA - Turquie (52-45)

Espagne - Allemagne (71-68)

Angleterre - Canada (66-52)

Japon - Australie (61-55)

CLASSEMENT:

5/6e place : Turquie - Australie (58-74)

7/8e place : Allemagne - Canada (68-46)

9/10e place : Corée du Sud - Iran (54-64)

11/12e place: Al

gérie - Colombie (47-70)

DAMES:

FINALE : Pays-Bas - Chine (50-31)

BRONZE : Allemagne - USA (51-64)

1/2 FINALES:

Allemagne - Pays-Bas (42-52)

USA - Chine (36-41)

QUARTS DE FINALE:

Canada - USA (48-63)

Allemagne - Espagne (57-33)

Chine - Angleterre (47-33)

Pays-Bas - Japon (82-24)

CLASSEMENT:

5/6e place : Canada - Japon (68-49)

7/8e place : Espagne - Angleterre (43-62)

9/10e place : Algérie - Australie (32-71)

Le tableau des médailles après les épreuves de samedi

Tableau des médailles des jeux paralympiques de Tokyo, samedi:

	Or	Argent	Bronze	Total
1 Chine	93	57	50	200
2 Grande-Bretagne	41	38	43	122
3 Comité paralympique russe	36	32	49	117
4 Etats-Unis	35	36	30	101
5 Pays-Bas	25	17	16	58
6 Ukraine	24	47	27	98
7 Brésil	22	19	30	71
8 Australie	20	28	30	78
9 Italie	14	29	26	69
10 Azerbaïdjan	14	1	4	19
11 Allemagne	13	12	18	43
12 Iran	12	11	1	24
13 France	10	14	28	52
14 Japon	10	14	19	43
15 Espagne	9	15	11	35
16 Ouzbékistan	8	5	6	19
17 Pologne	7	6	12	25
18 Hongrie	7	5	4	16
19 Mexique	7	2	13	22
20 Nouvelle-Zélande	6	3	3	12
- Suisse	6	3	3	12
22 Canada	5	10	6	21
23 Thaïlande	5	5	7	17
24 Belarus	5	1	1	7
25 Inde	4	7	6	17
26 Tunisie	4	5	2	11
27 Algérie	4	4	4	12
28 Belgique	4	3	8	15
29 Slovaquie	4	2	4	10
30 Irlande	4	2	1	7
31 Nigeria	4	1	5	10
32 Afrique du Sud	4	1	1	6
- Cuba	4	1	1	6
34 Jordanie	4	0	1	5
35 Colombie	3	7	14	24
36 Maroc	3	4	3	10
37 Venezuela	3	2	2	7
38 Malaisie	3	2	0	5
39 Danemark	3	1	1	5
....				
70 Koweït	0	1	1	2
- Namibie	0	1	1	2
- Roumanie	0	1	1	2
- Slovaquie	0	1	1	2
74 Vietnam	0	1	0	1
75 Lituanie	0	0	3	3
76 Portugal	0	0	2	2
77 Arabie Saoudite	0	0	1	1
- Bosnie	0	0	1	1
- Kenya	0	0	1	1
- Monténégro	0	0	1	1
- Oman	0	0	1	1
- Ouganda	0	0	1	1
- Qatar	0	0	1	1
- Salvador	0	0	1	1
- Taïwan	0	0	1	1

MARATHON

L'Algérien Nacer-Eddine Karfas termine 11^e

Le marathonnien algérien Nacer-Eddine Karfas a fini, dimanche, à la 11e place des Jeux paralympiques de Tokyo-2020 qui prennent fin, ce soir, avec la cérémonie de clôture, après 13 jours de compétitions ponctuées par la pulvérisation d'une cinquantaine de record du monde et plusieurs continentaux.

Karfas, âgé de 44 ans, a couru les 42,195 kilomètres du marathon visuels (T12), en 2h 41:02 (sa meilleure performance de la saison), alors que le Marocain El Amin Chentouf a conservé son titre para-

lympique de Rio en 2016, en prenant la première place en 2h 21:43, devant l'Australien Jaryd Clifford, détenteur du record du monde de la distance en 2h 19:08, qui a couvert la course en 2h 26: 09 et le Japonais Tadashi Horikoshi en 2h 28: 01.

La dernière journée du rendez-vous de Tokyo a été consacrée au Marathon des cinq classes: Messieurs et dames des T54 (en fauteuils), Messieurs et Dames visuels (T12) et le marathon messieurs de la classe des Amputés d'un bras (T46).

Au classement final des médailles des 16es de Jeux paralympiques de Tokyo, les trois pays maghrébins terminent dans le Top 30, avec la Tunisie qui prend la 28e place avec un total de 11 consécractions (4 or, 5 argent et 2 bronze), devant l'Algérie avec 12 médailles (4 or, 4 argent et 4 bronze) et le Maroc avec 4 or, 4 argent et 3 bronze.

La Chine, avec 207 médailles, dont au moins 95 en or, reste indétrônable en tête du tableau, comme à chaque édition depuis 2004.

APS



JUDO

La sélection algérienne (seniors/messieurs) en stage bloqué à Tikjda (Fédération)

La sélection algérienne (seniors/messieurs) de judo est entrée en stage bloqué vendredi au Centre national de sports et loisirs de Tikjda (Bouira), pour entamer la préparation des importantes échéances internationales à venir, dont les Championnats d'Afrique 2022 et les Jeux Méditerranéens de la même année à Oran.

La sélection algérienne est composée d'un effectif élargi d'une trentaine d'athlètes, "sous la direction du nouveau sélectionneur national Ahmed Moussa, avec l'assistance de son adjoint Sofiane Bouyakoub, a-t-on précisé de même source.

Outre ces objectifs à court terme, la sélection nationale entamera par la même occasion la préparation d'objectifs à plus long terme, notamment, les prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France).

AFROBASKET-2021

La Côte d'Ivoire bat le Sénégal (75-65) et rejoint la Tunisie en finale

La sélection ivoirienne de basket-ball a rejoint la Tunisie en finale de l'Afrobasket-2021 (messieurs) après sa victoire devant son homologue du Sénégal par (75-65), en demi-finale de la compétition, disputée samedi à l'Aréna de Kigali au Rwanda.

Les scores des quarts-temps ont été comme suit: 17-13, 19-16, 17-19 et 22-17.

En match d'ouverture, la Tunisie (tenante du titre) s'est imposée également sur le même score face au Cap-Vert (75-65).

La finale et le match de classement pour la 3e place auront lieu dimanche.

Résultats des demi-finales:

Tunisie - Cap Vert 75-65
Côte d'Ivoire - Sénégal 75-65. (APS)

TOUR D'ESPAGNE CYCLISTE (20^E ÉTAPE)

Champoussin vainqueur surprise à Herville, Roglic reste en route

Le coureur français Clément Champoussin a remporté samedi à 23 ans sa première victoire professionnelle lors de la 20e et avant-dernière étape du Tour d'Espagne à Castro de Herville (nord-ouest du pays), qui a vu Primoz Roglic conforter sa place de leader.

À l'avant toute la journée, Champoussin (AG2R-Citroën) est resté dans la roue des favoris quand ils ont repris l'échappée et a contre-attaqué à deux kilomètres de l'arrivée en laissant sur place le trio Adam Yates, Enric Mas et surtout Primoz Roglic, deuxième de l'étape et toujours en tête du général à la veille du contre-la-montre final, dimanche.

APS

ACTIVITÉS DE PLONGÉE - PÊCHE SOUS-MARINE L'Algérie avec quatre représentants aux Mondiaux de Sardaigne

L'Algérie sera représentée par quatre plongeurs aux Championnats du monde de pêche sous-marine, prévus du 16 au 20 septembre courant en Sardaigne (Italie), avec l'objectif de décrocher une place parmi les cinq premiers, a-t-on appris dimanche auprès du président de la Fédération algérienne de sauvetage, de secourisme et des activités subaquatiques (FASSAS).

"Les quatre représentants algériens dans ces Championnats du monde de pêche sous-marine sont les meilleurs dont nous disposons actuellement.

Ils avaient décroché leur qualification en 2019, au Danemark, et depuis, ils ont continué à travailler sans relâche pour améliorer encore plus leur niveau.

Ce qui nous rend optimistes quant à la capacité de les voir terminer parmi les cinq premiers" a assuré Samir Karim Chaouche dans une déclaration à l'APS.

"Les quatre internationaux algériens sont Mohamed Belkacem Belhadj, Boubekeur Feddal, Abdennour Cherdoud et Anis Medjadji, sous la direction du coach Samir Kebllali" a encore détaillé le président de la FASSAS, qui fera officie de chef de délégation en Italie.

Outre leurs importantes dispositions physiques et techniques, les quatre représentants algériens ont fait preuve d'une intéressante régularité au cours des cinq dernières années, pendant lesquelles ils ont terminé à chaque fois aux trois premières places du classement.

Le seul regret pour Chaouche avant l'entame de ces Mondiaux 2021 de pêche sous-marine, c'est le fait que les quatre représentants algériens "n'aient pas pu rejoindre la Sardaigne



un peu à l'avance, pour avoir le temps d'explorer les lieux et éviter ainsi d'aborder la compétition en étant complètement dans le flou, surtout que la côte où ils sont appelés à concourir fait environ 60 kilomètres".

Un manque non négligeable selon Chaouche, car outre le fait que les autres nations vont participer à ces Mondiaux avec au moins une douzaine de plongeurs chacune, elles disposent aussi de meilleurs équipements sportifs, sans oublier le fait qu'elles se trouvent déjà sur place, pour explorer les lieux.

Un problème lié au fait que la sélection algérienne n'ait pas encore obtenu son visa d'entrée en Italie et faute duquel elle devra renoncer à ces Mondiaux de

pêche sous-marine, initialement prévus en 2020 et décalés à 2021, en raison de la pandémie.

Outre le problème de visa, le président de la FASSAS a évoqué d'autres contraintes, ayant considérablement freiné la bonne marche de la discipline, à commencer par le problème financier.

"Notre Fédération n'a pas bénéficié de la subvention de la saison 2019-2020, alors que les dettes laissées par nos prédécesseurs à la tête de l'instance s'élèvent à environ neuf millions de dinars" a-t-il expliqué, avant d'ajouter que "notre discipline souffre considérablement de la marginalisation et du manque de moyens, ce qui rend difficile la formation d'athlètes

d'élite" a-t-il regretté. Cette année encore, alors qu'elle doit représenter les couleurs nationales aux Mondiaux de Sardaigne, la FASSAS n'a bénéficié que d'une enveloppe de trois millions de dinars de la part du ministère de la Jeunesse et des Sports. Ce qui est trop peu selon Chaouche.

Par ailleurs, le président de la FASSAS a révélé que son instance prévoit d'organiser deux importants championnats nationaux, avant la fin de l'année en cours. La première compétition sera "le championnat national longue distance, avec palmes, prévu fin septembre courant" et la seconde "un championnat national de pêche sous-marine" au début du mois d'octobre prochain.

CYCLISME

À 36 ans, le Britannique Mark Cavendish rêve toujours de prolonger sa carrière

Le sprinteur britannique Mark Cavendish, codétenteur avec Eddy Merckx du record de victoires d'étapes dans le Tour de France avec 34 succès, a annoncé samedi vouloir "poursuivre" sa carrière malgré ses 36 ans, sauf qu'il ne sait pas encore si ce sera avec son équipe actuelle, la Deceuninck-Quick-Step, ou une autre.

"Je veux continuer. J'espère que ce sera avec Deceuninck-QuickStep, mais je ne sais pas encore, car ce n'est pas de mon ressort", a déclaré Cavendish, en marge du Tour de Grande-Bretagne. "J'ai toujours envie de faire du vélo. Si je ne croyais pas que je pouvais m'améliorer, il est possible que j'arrêterais, car cela pourrait jeter une ombre sur ce que j'ai réalisé cette année", a poursuivi le natif de l'île de Man.

"Au début de l'année, j'étais presque convaincu que ce serait ma dernière année", a admis le vainqueur de quatre étapes et du maillot vert au dernier Tour de France.

Diminué par le virus d'Epstein-Barr et une dépression en 2018,



Cavendish craignait de ne pas retrouver d'équipe à la fin de l'année 2020, avant d'arracher sa place avec le "Wolfpack" et d'être aligné dans le Tour en raison du forfait de dernière minute de l'Irlandais Sam Bennett. "Je n'étais pas à la recherche d'une conte de fées, je

savais que j'étais toujours bon mais finalement, j'ai vécu un conte de fées", a indiqué le sprinteur, alors que Patrick Lefevere, le patron de la formation belge Deceuninck-Quick Step, avait indiqué que Cavendish ne devait pas "surestimer sa valeur sur le marché".

FOOTBALL - MONDIAL-2022 Qualifications - Zone Europe - Groupe H: le point

Point du Groupe H des qualifications de la zone Europe pour la Coupe du monde 2022 de football, à l'issue des matches joués samedi:

Joués samedi:

Samedi 4 septembre

Slovaquie - Croatie	0 - 1
Chypre - Russie	0 - 2
Slovénie - Malte	1 - 0

Déjà joués:

Chypre - Slovaquie	0 - 0
Malte - Russie	1 - 3
Slovénie - Croatie	1 - 0
Slovaquie - Malte	2 - 2
Croatie - Chypre	1 - 0
Russie - Slovénie	2 - 1
Croatie - Malte	3 - 0
Slovaquie - Russie	2 - 1
Chypre - Slovénie	1 - 0
Russie - Croatie	0 - 0
Malte - Chypre	3 - 0
Slovénie - Slovaquie	1 - 1

Classement:	Pts	J	G	N	P	bp	bc	dif
1. Russie	10	5	3	1	1	8	4	4
2. Croatie	10	5	3	1	1	5	1	4
3. Slovénie	7	5	2	1	2	4	4	0
4. Slovaquie	6	5	1	3	1	5	5	0
5. Malte	4	5	1	1	3	6	9	-3
6. Chypre	4	5	1	1	3	1	6	-5

Reste à jouer (en heures de Paris, GMT+2):

07/09 (20h45): Russie - Malte
07/09 (20h45): Slovaquie - Chypre
07/09 (20h45): Croatie - Slovénie
08/10 (20h45): Chypre - Croatie
08/10 (20h45): Russie - Slovaquie
08/10 (20h45): Malte - Slovénie
11/10 (18h00): Chypre - Malte
11/10 (20h45): Croatie - Slovaquie
11/10 (20h45): Slovénie - Russie
11/11 (18h00): Russie - Chypre
11/11 (20h45): Malte - Croatie
11/11 (20h45): Slovaquie - Slovénie
14/11 (15h00): Slovénie - Chypre
14/11 (15h00): Croatie - Russie
14/11 (15h00): Malte - Slovaquie

Les 9 vainqueurs des groupes qualifiés pour la phase finale au Qatar. Les 8 meilleurs se joueront des barrages aller-retour, les 4 vainqueurs rejoignant la phase finale.

FOOTBALL - AMICAL Le Portugal bat le Qatar 3 à 1

Le Portugal a battu le Qatar 3 à 1 avec une équipe de remplaçants dans un match amical marqué par les débuts internationaux du milieu d'origine brésilienne Otavio, samedi à Debrecen, en Hongrie. Le milieu offensif du FC Porto, âgé de 26 ans et récemment naturalisé portugais, a marqué son premier but pour la Seleção (25e) après l'ouverture du score par André Silva (23e). Jouant alors à dix, le Qatar a réduit l'écart par Abdelkarim Hassan (61e) avant que Bruno Fernandes ne fixe le score final sur penalty (84e).

FOOTBALL - ESPAGNE Falcao s'engage au Rayo Vallecano

L'attaquant international colombien Radamel Falcao s'est engagé au Rayo Vallecano, en D1 espagnole, a annoncé le club de la banlieue de Madrid samedi après-midi sur Twitter. L'avant-centre de 35 ans était actuellement sans contrat, après avoir annoncé mercredi son départ du club turc de Galatasaray, où il évoluait depuis 2019 malgré des blessures à répétition. Actuellement avec la sélection colombienne pour disputer les qualifications pour le Mondial-2022 au Qatar, Falcao va donc retrouver le championnat espagnol huit ans après avoir quitté l'Atlético Madrid, en 2013. Globe-trotter du football européen, passé notamment par Porto (2009-2011), l'Atlético Madrid (2011-2013), Monaco (2013-2014 puis 2016-2019), Manchester United (2014-2015) et Chelsea (2015-2016), le "Tigre" va revenir dans un pays qu'il avait marqué de son empreinte lors de son premier passage.

À l'Atlético, il avait notamment remporté la Ligue Europa et la Supercoupe d'Europe en 2012, en marquant un triplé contre Chelsea.

FOOTBALL - LIGUE 1 RC Relizane : plus de 120 millions DA de dettes envers la CNRL

Les dettes du RC Relizane envers la Chambre nationale de résolution des litiges sont estimées à un peu plus de 120 millions de dinars, ce qui a généré une interdiction de recrutement pour la saison en cours, a-t-on appris dimanche auprès de ce prestigieux club de l'Ouest, sociétaire de la Ligue 1 algérienne de football.

Ces dettes qui concernent uniquement les plaintes déjà traitées par l'instance juridictionnelle relevant de la Fédération algérienne de football, en attendant qu'elle tranche aussi sur les plaintes déposées récemment par plusieurs autres joueurs de l'exercice écoulé, précise-t-on de même source.

Cela se passe au moment où une ambiguïté totale règne concernant l'avenir du président du club, Mohamed Hamri, qui a annoncé son départ à l'issue de la dernière journée du championnat, disputée le 24 août dernier.

Outre le début d'une saignée au sein de l'effectif du "Rapid", qui a terminé au milieu du classement la précédente édi-



tion du championnat, les préparatifs du nouvel exercice, dont le coup d'envoi est prévu le 23 octobre prochain, n'ont pas encore commencé.

Il appartient notamment aux dirigeants de ce club de régler le problème des dettes pour lever l'interdiction de recrutement et mettre en place un nouvel effectif en prévision de la saison à venir, vu que la quasi-totalité de l'effectif de la saison passée a saisi la CNRL pour bénéficier de son bon de sortie. Les joueurs concernés devraient d'ailleurs avoir gain de cause, vu qu'ils n'ont pas perçu leurs salaires depuis plusieurs mois, craint-on encore dans l'entourage de cette formation de l'Ouest du pays.

LIGUE 2 ALGÉRIENNE - JSM TIARET Vers la tenue d'une assemblée extraordinaire mercredi

La JSM Tiaret devrait organiser mercredi une assemblée générale extraordinaire (AGEX) au cours de laquelle son président, Sofiane Boumediene, annoncera sa démission et celle des membres de son bureau exécutif, a-t-on appris dimanche auprès de ce club, pensionnaire de la Ligue 2 algérienne de football.

Une démission collective donc des dirigeants de cette formation de l'Ouest du pays, qui a été motivée par «l'absence de tout apport financier et par l'accumulation des dettes, qui constituent le principal problème du club depuis plusieurs années», a-t-on affirmé de même source.

Même l'audience accordée récemment par les autorités locales au président et ses assistants n'a pas fait revenir ces derniers sur leur décision de jeter l'éponge, a-t-on encore souligné.

Il est ainsi prévu de mettre en place, au cours de l'assemblée extraordinaire de mercredi, une commission pour le recueil des candidatures, dans la perspective de créer un nouveau bureau, indiquant au passage que "jusque-là, les candidats ne se bousculent pas au portillon".

Ainsi, "si aucun candidat ne se présente pour succéder à S ofiane

Boumediene, un directoire sera installé pour gérer les affaires courantes du club", précise-t-on.

La JSMT a retrouvé le deuxième palier lors de l'exercice écoulé, après plusieurs saisons passées dans les divisions inférieures.

Cette équipe a terminé à la quatrième place la précédente édition de son championnat.

Le coup d'envoi du nouvel exercice est prévu le 8 octobre prochain, au moment où l'ambiguïté perdue concernant l'avenir immédiat d'Ezzarga, suscitait l'inquiétude de ses fans.

COUPE DU MONDE TOUS LES DEUX ANS L'UEFA "émet de graves inquiétudes" par rapport aux plans de la FIFA

Le président de l'UEFA Aleksander Ceferin a "de graves inquiétudes" concernant les projets de la FIFA d'organiser la Coupe du monde de football tous les deux ans, selon une correspondance entre le président de l'UEFA et Ronan Evain, directeur exécutif de Football Supporters Europe, que l'agence de presse AP a obtenue et publiée.

"L'UEFA et ses associations nationales émettent également de sérieuses réserves et de graves inquiétudes quant aux rapports concernant les plans de la

FIFA", a écrit Ceferin. "Compte tenu de l'impact majeur que cette réforme peut avoir sur l'ensemble de l'organisation du football, il y a un étonnement généralisé par rapport au fait que la FIFA semble lancer une campagne de relation publique pour pousser cette proposition, alors que de telles propositions n'ont pas été présentées aux confédérations, aux associations nationales, aux ligues, aux clubs, aux joueurs, aux entraîneurs et à l'ensemble de la communauté du football." Si le pro-

jet aboutissait, une Coupe du monde serait disputée chaque année, alternativement par les hommes et par les femmes.

Le président de la FIFA Gianni Infantino envisagerait depuis un certain temps le projet de faire de la lucrative Coupe du monde un événement bisannuel.

Vendredi, l'entraîneur français Arsène Wenger, actuellement directeur pour le développement du football au sein de la Fédération internationale, a dévoilé les plans du projet au quotidien L'Equipe. L'idée présentée

par Wenger est d'une phase finale chaque année, les championnats continentaux passant également à un rythme bisannuel. Pour arriver à cela, Wenger propose de regrouper les matches de qualifications sur deux fenêtres internationales, en octobre et mars.

L'ancien coach d'Arsenal (qui critiquait les matchs internationaux lorsqu'il était coach car cela fatiguait ses joueurs) aimerait qu'une décision soit prise en décembre et que ce plan entre en vigueur à partir de 2028.

FOOTBALL - TRANSFERT Frank Ribéry opte pour un promu de Serie A

L'ex-international français Frank Ribéry va prolonger encore un peu sa carrière de joueur, à 38 ans, à la Salernitana, club promu cette saison en Serie A, affirmé dimanche plusieurs médias italiens. L'annonce de la venue du joueur, libre depuis la fin de son contrat de deux ans à la Fiorentina, doit encore être officialisée mais son arrivée attendue soulève déjà les passions à Salerne, une ville située au sud de Naples, avec notamment l'apparition de maillots (non officiels) floqués à son nom. "FR?" arrivera lundi sur place pour passer sa visite médicale et "ensuite il signera un contrat qui liera pour un an au club grenat, avec une option de prolongation en cas de maintien", écrit dimanche le Corriere dello Sport.

Du montant du salaire (1,5 million d'euros pour la saison) au logement, tout

serait prêt pour accueillir Ribéry, l'ex-joueur du Bayern Munich. "Il y a un accord de principe, nous attendons la ratification", souligne Angelo Fabiani, directeur sportif du club, cité par le quotidien sportif romain. "Avec son expérience, il pourra être utile à la croissance de Salerne, il pourra guider le groupe et aide l'entraîneur. Avoir quelqu'un comme lui incite toujours donner le meilleur", ajoute le dirigeant.

Frank Ribéry n'avait pas été retenu à la Fiorentina la fin de son contrat, le 30 juin, malgré sa volonté de poursuivre en Toscane. Il a depuis continué à s'entraîner, notamment au sein des installations du Bayern Munich, et attendait des propositions. Si la signature se confirme, Ribéry aura pour mission principale de contribuer au maintien en Serie A de la Salernitana, qui dispute la troisième sai-

son de son histoire dans l'élite, la première depuis l'exercice 1998-99.

Deuxième de Serie B la saison dernière, le promu a débuté par deux défaites contre Bologne (2-3) et l'AS Rome (0-4). Sans attendre l'arrivée de l'ex-international français (81 sélections, 16 buts) sont apparus en ville des maillots floqués du nom de la star, a regretté le club dans un communiqué. Sur son site, la Salernitana a précisé ne pas être à l'origine de la production de ces maillots "dans la mesure où le joueur n'appartient pas au club".

Le club affirme "se réserver le droit d'engager des poursuites judiciaires afin de protéger son image (...), en rappelant que seuls les points de vente de la Salernitana sont autorisés à vendre des produits officiels".

Le jackpot pour Foden ?

Manchester City tient à Phil Foden (21 ans) et le lui montre bien. Selon le Daily Star, le champion d'Angleterre a offert une proposition de contrat XXL à son milieu offensif. Les Citizens offrirait un salaire de 175 000 euros par semaine à l'international anglais, lui qui perçoit actuellement 40 000 euros hebdomadaires. De quoi donner l'envie au natif de Stockport de s'inscrire encore un peu plus dans la durée, alors que son contrat court jusqu'en 2024.



RADAMEL FALCAO SIGNE AU RAYO VALLECANO

Radamel Falcao, l'ancien buteur de l'AS Monaco, a quitté Galatasaray pour s'engager en faveur du Rayo Vallecano, samedi 4 septembre. A 35 ans, le Colombien retrouve donc la Liga et tentera de porter le promu madrilène sur ses épaules. Enfin, si son corps le laisse tranquille...

Radamel Falcao refait parler de lui. A 35 ans, l'attaquant colombien a tourné le dos à son aventure turque et à son club de Galatasaray pour faire son retour dans un championnat européen majeur. « El Tigre » s'est en effet engagé avec le Rayo Vallecano, en Liga. Le promu a annoncé la bonne nouvelle dans un communiqué, publié samedi 4 septembre. La durée du contrat de Falcao n'a pas été communiquée, mais celle-ci devrait être d'une saison.

DYBALA NOUVELLE STAR DE LA JUVE

Le temps presse! Après le départ de Cristiano Ronaldo, la Juventus compte bien faire de Paulo Dybala, 27 ans, la nouvelle star de l'équipe.

C'est donc logiquement que la Vieille Dame et ses dirigeants se démènent depuis plusieurs semaines pour faire signer une prolongation à l'attaquant argentin qui sera en fin de contrat en juin 2022 et toujours aucun accord.

Des négociations qui prennent du temps, mais les dirigeants doivent rencontrer l'agent de Paulo Dybala ce week-end, dans l'espoir de parvenir à un accord pour une prolongation à long terme de l'Argentin.

La Gazzetta dello Sport rapporte que la réunion n'a pas été programmée, mais, devrait avoir lieu ce week-end, alors que l'agent de Dybala se prépare pour sa quatrième réunion avec le club. Une prolongation et des discussions qui traitent mais qui devraient aboutir. "La Joya" a déjà fait part de sa ferme volonté de rester dans le Piémont, et le club veut parier sur lui pour l'avenir.

Le numéro 10, actuellement en sélection, n'a disputé que 10 petites minutes lors du succès 3-1 de l'Argentine la nuit dernière.

Tottenham se positionne sur Adama Traoré

Les Spurs préparent déjà le mercato d'hiver.

Alors que le mercato estival a récemment fermé ses portes, la formation de Tottenham se penche déjà sur le prochain marché des transferts d'hiver. L'idée des Spurs serait de recruter un joueur offensif de couloir. Ainsi selon les informations publiées par Todofichajes, le club londonien envisagerait une offre pour Adama Traoré.

Lié à Wolverhampton jusqu'en juin 2023, l'international espagnol souhaite changer d'air cet hiver. En cas de départ, l'ancien joueur du Barça serait estimé à 40 millions d'euros par les Loups.



OUSMANE DEMBÉLÉ SUCCÈDE À GRIEZMANN

Antoine Griezmann parti à l'Atletico Madrid, le FC Barcelone a dévoilé l'identité du joueur amené à récupérer le numéro 7 de l'attaquant français. Au travers d'une vidéo publiée ce vendredi sur Twitter, le club catalan annonce que cette tunique sera désormais portée par Ousmane Dembélé. La saison dernière, l'ancien joueur du Borussia Dortmund défendait les couleurs du Barça avec le numéro 11. Le milieu offensif de 24 ans est toujours éloigné des terrains en raison d'une blessure à la cuisse droite. Depuis son arrivée au Camp Nou durant l'été 2017 pour un montant de 135 millions d'euros, l'international tricolore a disputé 118 matchs toutes compétitions confondues, pour 30 buts. Alors que le contrat de l'ex-Rennais court jusqu'en juin 2022, la direction du FC Barcelone planche sur une prolongation qui pourrait lui permettre d'étendre son engagement jusqu'en juin 2025.

MANDZUKIC RACCROCHE LES CRAMPONS

L'attaquant croate Mario Mandzukic, passé par le Bayern, la Juventus ou encore l'AC Milan, a annoncé ce vendredi l'arrêt de sa carrière sur les réseaux sociaux. Finaliste de la Coupe du monde en 2018 avec la Croatie, dont il est le deuxième meilleur buteur derrière Davor Suker, il a également remporté une Ligue des champions, deux Bundesliga et quatre Serie A. Libre depuis la fin de son bref contrat à l'AC Milan, Mario Mandzukic a décidé de ne pas remplir. L'attaquant croate a annoncé vendredi l'arrêt de sa carrière, à 35 ans. Il l'a annoncé dans une lettre publiée sur les réseaux sociaux, adressée au "petit Mario" qu'il était: "Quand tu mettras ces crampons pour la première fois, tu ne pourras pas imaginer ce que tu vivras dans le football. Tu marqueras des buts dans les plus grands stades, et tu gagneras les plus grands trophées avec les plus grands clubs. [...] Tu contribueras à écrire l'histoire du sport croate."



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction A. CHERBAL

REDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

ALGÉRIE - DIPLOMATIE

Création de postes d'envoyés spéciaux pour booster la diplomatie algérienne

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de la création des postes d'envoyés spéciaux chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie et du lancement d'un vaste mouvement dans le corps diplomatique qui concernera plus de 70 postes diplomatiques et consulaires.

Dans le sillage de l'adoption du plan d'action du gouvernement par le Conseil des ministres, le 30 août dernier, le chef de l'Etat a décidé d'ajuster et d'affûter les outils de la diplomatie algérienne pour l'engager résolument dans les nouvelles formes d'action modernes de la diplomatie mondiale telles qu'elles se déploient aujourd'hui au niveau des grandes puissances et au sein des organisations internationales.

Cette décision a pour objectif de conférer à l'appareil diplomatique algérien la flexibilité, l'efficacité et la réactivité nécessaires devant permettre au pays de faire face aux multiples enjeux de l'heure.

Les sept envoyés spéciaux nommés, qui travailleront sous l'autorité directe du ministre des Affaires étrangères, vont conduire l'action internationale de l'Algérie sur sept axes d'efforts essentiels reflétant les intérêts du pays et ses priorités.

Cet ajustement a vocation à renforcer la capacité d'interaction et d'influence de la diplomatie algérienne et la démultiplication

de la présence de l'Algérie et l'efficacité de son action sur la scène régionale et internationale ainsi que sur les questions globales et transversales.

Pour les postes d'envoyés spéciaux, le choix s'est porté sur des diplomates chevronnés ainsi que sur des responsables et experts de haut niveau.

Il s'agit, en l'occurrence, de cadres qui ont engrangé une vaste expérience devant leur permettre d'accompagner utilement et collectivement le ministre des Affaires étrangères.

Ils l'accompagneront notamment en matière d'analyse et d'anticipation dans la perspective tracée par le Chef de l'Etat concernant une diplomatie réellement dynamique et proactive, qui puisse être en mesure de disposer de capacités d'initiative sur les grands dossiers régionaux et internationaux et de s'inscrire dans une logique d'influence pour conforter le rôle de l'Algérie en tant que puissance médiane productrice et exportatrice de paix, de stabilité et de sécurité.

Vaste mouvement diplomatique

Dans le cadre de cette reprise en main et dans le même esprit, le président Tebboune, vient de prendre la décision de lancer un vaste mouvement diplomatique qui concernera plus de 70 postes diplomatiques et consulaires.

Ce véritable redéploiement diplomatique est marqué par la volonté du Chef de l'Etat de mobiliser au bénéfice de la défense des intérêts de l'Algérie dans le monde, l'expérience de nombreux cadres cumulant des décennies d'activités avec la promotion de nombreux jeunes diplomates, et le souci de rehausser la représentation de la femme.

Par ailleurs et dans cette même logique de modernisation profonde de l'appareil diplomatique, de ses méthodes de travail et de sa nécessaire adaptation aux défis de l'heure, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a été chargé de préparer une grande conférence qui regroupera l'ensemble des chefs de postes diplomatiques et consulaires.

Cette grande messe diplomatique qui participe de l'œuvre de rénovation des méthodes de travail apportera sa contribution à la modernisation de l'appareil diplomatique en tant que vecteur de paix, de sécurité et de développement.

Elle consacra également l'attachement viscéral de l'Algérie à sa communauté nationale à l'étranger en tant qu'avant-garde de la Nation sur l'arène mondiale au service des intérêts stratégiques du pays.



Un autre axe majeur, qui retient toute l'attention des décideurs concerne la nécessaire réactivation de la direction générale de la veille stratégique, de l'anticipation et de la gestion des crises, en tant qu'outil important de la diplomatie moderne.

Dans un contexte de défis multiples et variés (Covid, Incendies meurtriers, conflit au Sahara Occidental, tensions régionales autour du Mali et de la Libye...) cette structure importante du ministère doit être pleinement opérationnelle pour anticiper les actions hostiles et les campagnes malveillantes de désinformation dirigées contre l'Algérie.

La mobilisation optimale de la diplomatie algérienne, dans cette conjoncture en particulier, viendra tout naturellement en accompagnement du secteur stratégique de la défense nationale dans l'œuvre de consolidation du rempart de l'intégrité territoriale, de l'indépendance, de la souveraineté et de l'unité nationales de l'Algérie.

Plus que jamais, défense et diplomatie algériennes porteront haut l'étendard de la souveraineté, de l'indépendance nationale et de l'intégrité territoriale de l'Algérie pour honorer le sacrifice des valeureux martyrs en restant fidèles au message du 1^{er} novembre 1954.

Les sept postes d'envoyés spéciaux créés

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de la création de sept postes d'envoyés spéciaux, sous l'autorité directe du ministre des Affaires étrangères, chargés de conduire l'action internationale de l'Algérie sur sept axes d'efforts essentiels reflétant ses intérêts et ses priorités.

Il s'agit de M. Amar Belani, qui sera chargé de la question du Sahara Occidental et des pays du Maghreb, de M. Ahmed Benyamina, chargé des questions de sécurité internationale, de M. Boudjemaa Delmi, chargé de questions africaines, en particulier de la géostratégie de l'espace sahélo-saharien et de la présidence du comité de suivi de l'application de l'accord d'Alger sur la paix et la réconciliation au Mali.

Il s'agit également de Mme Taos Haddadi-Djellouli, chargée de la communauté nationale établie à l'étranger, de M. Abdelkrim Harchaoui, chargé de la diplomatie économique, de M. Noureddine Aouam, chargé des pays arabes, et de Mme Leïla Zerrougui, chargée des grands partenariats internationaux.

Ces cadres supérieurs de la Nation qui sont tous de purs produits de l'Algérie indépendante ont eu des parcours marqués du double sceau du patriotisme et du professionnalisme.

Amar Belani a occupé plusieurs postes d'ambassadeur dont le plus récent auprès du royaume de Belgique et auprès de l'Union européenne et de l'OTAN, il a été également porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

Ahmed Benyamina a aussi occupé le poste d'ambassadeur, successivement au Pakistan, en Grande-Bretagne, en Grèce et au Royaume du Maroc.

Boudjemaa Delmi a exercé dans d'importantes capitales de la diplomatie multilatérale, notamment à Addis Abeba, Genève, ainsi qu'à

Tokyo. Fille d'émigré, Taos Haddadi-Djellouli, a été la cheffe de cabinet du secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale établie à l'étranger et elle a longtemps travaillé sur le dossier des relations algéro-françaises avant d'exercer en qualité d'Ambassadrice d'Algérie en Roumanie.

Abdelkrim Harchaoui a exercé notamment les fonctions de ministre des Finances et de ministre du Commerce, cadre de grande compétence.

Il est un parfait connaisseur des institutions économiques, financières et commerciales internationales.

Ancien secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Noureddine Aouam est actuellement ambassadeur en Allemagne. Il a été Ambassadeur à Addis Abeba auprès de l'Union Africain e.

Leïla Zerrougui, a quant elle, accompli une longue carrière de fonctionnaire internationale qui a culminé avec sa nomination au poste de secrétaire générale adjointe des Nations Unies et cheffe de la mission de stabilisation de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Il s'agit, en l'occurrence, de cadres qui ont engrangé une vaste expérience qui devrait leur permettre d'accompagner utilement et collectivement le ministre des Affaires étrangères.

Ils l'accompagneront notamment en matière d'analyse et d'anticipation dans la perspective tracée par le Chef de l'Etat concernant une diplomatie réellement dynamique et proactive, qui puisse être en mesure de disposer de capacités d'initiative sur les grands dossiers régionaux et internationaux et de s'inscrire dans une logique d'influence pour conforter le rôle de l'Algérie en tant que puissance médiane productrice et exportatrice de paix, de stabilité et de sécurité.

JEUNESSE ET SPORTS

Fin de fonctions du Secrétaire Général et du directeur général des Sports du ministère

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a mis fin aux fonctions du Secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des sports et du directeur général des Sports au même ministère, "pour négligence dans l'accomplissement de leurs missions et manquement à l'obligation de l'accueil des athlètes, après leur participation aux jeux paralympiques à Tokyo (Japon), à in-

diqué dimanche un communiqué des services du Premier ministre.

"Suite à la négligence dans l'accomplissement des missions, à l'absence du sens des responsabilités et au manquement à l'obligation de l'accueil des athlètes, après leur participation aux jeux paralympiques, et sur ordre du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, ministre

des Finances, Aïmene Benabderrahmane a mis dimanche fin aux fonctions du Secrétaire général du ministère de la Jeunesse et des sports et du directeur général des Sports au même ministère, avec poursuite de l'enquête afin de demander des comptes à chaque responsable impliqué dans cet incident", précise le communiqué.

APS

PUBLICITÉ



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
وزارة الصحة

من 04 إلى 11
سبتمبر

الأسبوع الوطني
للتلقيح ضد كوفيد 19

بالتلقيح تستمر الحياة

٥٢٥٠٨ ٨ +٨٢٥٠+



BIG DAY 11
SEPTEMBRE

بث مباشر عبر كل القنوات ومنصات الويب

سوتلغاز
الرابعي الرسمي
مؤسسة مواطنة

الشركاء الإقليميون

ANEP

DP WORLD

المساهمون

UNICEF

http://www.sante.gov.dz/ | @sante_gouv_dz | SanteDza

DK NEWS

Anep GRATUIT : 0063 du 06/09/2021